



MILITER
POUR
ÉCRIRE
DEMAIN



Fiscalité ju
démocrat
ménage l

ON RAFFISTOLE
LES MIES !
VOUS DÉCHIREZ
LES BUDGETS?

PEUT-ON LA RER EN
LEGER DE LETTE A DUA
QU'CEINQ' D'UN
LE POULE ?

L'AUSTERITE
NE GUERIT RIEN :
ELLE AGGRAVE
TOUT

SAUT P'INDEX
ALLOGS ?
RCI, POUR

C'EST PAS
L'INDIVIDU Q
FAIL
C'EST LE
QU'ON

©Gabrielle Vander Elst

MILITER
POUR
ÉCRIRE
DEMAIN

Sommaire

Édito

Et si la militance m'était comptée? 6

Anne Coppieters, directrice,
Lire et Écrire Communauté française

Déplacer les limites et reprendre voix 10

Alicia Arbid, formatrice en FLE au CPAS d'Évère et membre
du collectif d'écriture et de théâtre « Les confidentielles »

La fin de la militance. La crise identitaire des associations d'alphabétisation et de Français langue étrangère 18

Magali Joseph, Lire et Écrire Bruxelles

Est-ce que travailler en alpha, c'est militer? 27

Sarah de Laedt, Lire et Écrire Bruxelles

Une campagne militante, sans calicots, ni barricades 39

Cécilia Locmant, Lire et Écrire Communauté française

Face au "tout-numérique" : militer pour l'accès humain aux droits 47

Daniel Flinker, Lire et Ecrire Bruxelles

Créer et façonner des espaces de liberté féminine 54

Cécilia Locmant, Lire et Écrire Communauté française
Sur base d'un entretien avec [Pascale Missenheim](#), formatrice en FLE
et animatrice en Éducation permanente, association EYAD

« Je ne voulais pas seulement former, je voulais défendre les droits des personnes étrangères pour améliorer leurs conditions d'existence » 61

Rencontre avec [Ourida Farhi](#), formatrice et coordinatrice
de l'association Culture et Liberté, Lille
Texte par [Aurélie Leroy](#), Lire et Écrire
Communauté française

La recherche-action comme mode d'engagement politique associatif 69

[Jean-Marie Perrinel](#), avec l'appui à l'écriture
d'[Ida Legagneur](#), [Céline Champouillon](#) et [Florent Brun](#),
Association La Brèche, Auvergne, France

Sélection bibliographique 82

[Aurélie Audemar](#), centre de documentation en alphabétisation
et éducation populaire du Collectif Alpha

Le Journal de l'alpha est le périodique de Lire et Écrire

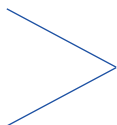
Créée en 1983 par les mouvements ouvriers, Lire et Écrire agit au quotidien, en Fédération Wallonie-Bruxelles, pour :

- attirer l'attention de l'opinion publique et des pouvoirs publics sur la persistance de l'analphabétisme, sur l'urgence d'en combattre les causes et d'y apporter des solutions;
- promouvoir le droit effectif à une alphabétisation de qualité pour tout adulte qui le souhaite;
- développer l'alphabétisation populaire dans une perspective d'émancipation, de participation et de changement social vers plus d'égalité.

Le Journal de l'alpha a pour objectif de produire et de diffuser réflexions, débats et pratiques de terrain sur des thèmes pédagogiques et politiques liés à l'alphabétisation des adultes. Les textes publiés par le Journal de l'alpha n'engagent que leurs auteurs. Les auteurs du Journal de l'alpha ont la liberté de décider si la nouvelle orthographe est ou non appliquée, en tout ou en partie, à leur texte. Ils sont libres également d'adopter ou non, en tout ou en partie, l'écriture inclusive.

Rédaction : Lire et Écrire Communauté française asbl
42a bte 4 rue des Vétérinaires 1070 Bruxelles 02 502 72 01
journal.alpha@lire-et-ecrire.be www.lire-et-ecrire.be/journal.alpha

Secrétaire de rédaction : Aurélie Leroy
Comité de rédaction : Justine Duchesne, Daniel Flinker, Lisa Ianni
Éditrice responsable : Anne Coppieters
Design : 41109.be
Dépôt légal : D/2026/10901/02



Prochain numéro
Jouez !

©Gabrielle Vander Elst



Et si la militance
m'était comptée ?

Édito

Et si la militance m'était comptée ?

Anne Coppieters, directrice

Lire et Écrire Communauté française

La question est devenue quotidienne, presque triviale, et pourtant profondément politique : militer et travailler, est-ce encore articulable ?

Les associations ne sont pas nées par hasard. Elles sont issues d'un acte de militance : celui de citoyens et de citoyennes qui ont décidé de s'organiser pour défendre une vision du monde plus juste, plus solidaire. Cette militance constitue leur ADN. Au fil du temps, le secteur s'est structuré, professionnalisé et a pris une place essentielle dans la mise en œuvre de politiques publiques, souvent en réponse à leurs manques. Dans ce mouvement, la militance a pu sembler s'effacer ou se déplacer. Aujourd'hui pourtant, dans un contexte de fragilisation et de remise en question des missions associatives, elle réapparaît comme une nécessité, au cœur même du travail.

Dans le secteur de l'alphabétisation et du FLE, nos contributeurs à ce nouveau *Journal de l'alpha* nous montrent que la militance est multiforme et multi-dimensionnelle.

Militer, aujourd'hui, c'est encore défiler, signer, revendiquer mais c'est aussi motiver une classe d'apprenants, accompagner une personne dans une démarche administrative incompréhensible, traduire une lettre, expliquer un droit, rassurer, orienter. C'est permettre à quelqu'un de dire « Je », dans une langue qui n'est pas la sienne, dans un système qui ne l'attend pas.

Autrement dit, la militance se déplace du dehors vers le dedans. Elle ne s'ajoute plus au travail : elle le traverse. Mais ce déplacement intervient dans un moment particulier. À l'heure

où nos démocraties se droitisent, où les politiques publiques se recentrent sur des logiques de contrôle, d'activation et de rentabilité, le secteur associatif se trouve fragilisé. Réduction ou incertitude des financements, mise en concurrence, injonction à l'efficacité mesurable : tout concourt à redéfinir sa place. Ce n'est plus seulement son action qui est questionnée, mais sa légitimité même à contribuer au fonctionnement démocratique.

Dans ce contexte, la transformation de la militance prend un sens plus critique encore. Car ce qui était historiquement porté comme un projet d'émancipation collective se retrouve pris dans des cadres qui en redéfinissent les finalités. La professionnalisation et la logique de projet ont stabilisé le secteur, mais elles l'ont aussi aligné sur des exigences de reporting, de performance et d'employabilité qui peuvent entrer en tension avec ses ambitions initiales.

D'où ce décalage, désormais bien documenté : non pas la disparition de la militance, mais sa recomposition — sous contrainte. Et cette contrainte a un coût.

Un coût en termes de lisibilité politique, d'abord. Quand la militance devient diffuse, intégrée, discrète, elle perd en visibilité collective ce qu'elle gagne en intensité quotidienne. Elle devient plus difficile à assumer publiquement, parfois même à montrer, dans un contexte où l'expression militante peut être perçue comme problématique.

Un coût en termes d'identité, ensuite. Les associations oscillent entre leur rôle historique de corps intermédiaire et leur fonction actuelle d'opérateur de politiques publiques.

Mais le coût le plus immédiat est humain. Parce que si militer est devenu une composante du travail, alors la fatigue militante devient une fatigue professionnelle. Elle ne peut plus être compensée par un ailleurs, un engagement choisi. Elle s'inscrit dans le quotidien du métier : dans le débordement permanent des rôles, dans l'impossibilité de « s'arrêter », dans la tension entre aide immédiate et émancipation à long terme.

Dès lors, la question se renverse. Ce n'est plus seulement : « travailler en alpha, est-ce militer ? ». C'est : **que devient la**

militance quand elle est absorbée par le travail, au moment même où les conditions politiques en redéfinissent les marges ?

Peut-on encore parler de militance quand elle est intégrée dans des dispositifs qui en encadrent les objectifs, les méthodes et les résultats attendus ? Ou faut-il reconnaître qu'une autre forme de militance est en train d'émerger : moins visible, moins déclarative, mais profondément ancrée dans les pratiques ?

Cette militance-là agit au cœur des contradictions contemporaines. Elle ne se limite pas à contester, elle rend effectifs des droits fragilisés : droit à la langue, droit à l'accès aux services publics, droit à une présence humaine face à la numérisation des administrations. Elle s'incarne aussi dans des démarches qui articulent savoir et action, comme la recherche-action, en associant directement les personnes concernées à la production de réponses.

Mais une question demeure, plus structurante encore. Si la militance est à ce point intégrée au travail, peut-elle continuer à exister sans être reconnue comme telle ?

Car à défaut, elle devient une ressource implicite. Une énergie non comptée. Une exigence morale sans cadre ni protection. Dans un moment où le secteur associatif est fragilisé dans ses moyens et interrogé dans sa légitimité, ce point est décisif. Ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement l'organisation du travail, mais la capacité même de nos sociétés à faire vivre des espaces intermédiaires entre individus et institutions.

Alors, la question initiale revient, mais déplacée : **et si la militance m'était comptée** — non pas pour la réduire, mais pour la rendre possible dans un contexte qui la met à l'épreuve ? Non pas pour la neutraliser, mais pour lui redonner des conditions d'existence. Car le risque n'est pas sa disparition. Le risque, c'est sa dilution silencieuse — au moment même où elle est le plus nécessaire.

Bonne lecture !



©Gabrielle Vander Elst



Bien plus que
la communication,
je veux leur
apprendre à dire
non pour qu'ils
puissent reprendre
leur propre
gouvernement.

Formatrice engagée en Français langue étrangère et membre d'un collectif d'écriture, Alicia nous livre le récit de son expérience auprès de son groupe d'apprenants marqué par l'exil et la résilience. Dans ce texte, elle nous montre comment ils font face aux limites du langage, de l'administration, à celles qu'ils portent en eux... et comment l'apprentissage du français devient un outil où ils se réapproprient le droit de dire « je ».

Déplacer les limites et reprendre voix

Alicia Arbid, formatrice en FLE au CPAS d'Evere et membre du collectif « Les confidentielles¹ »

Ils sont douze.

12 personnes assises autour de moi. 12 paires d'oreilles. 12 regards. Et souvent 12 sourires aussi.

Quand ils franchissent la porte de la classe, ils portent déjà un monde sur leurs épaules. Un monde laissé derrière... un autre à apprivoiser.

Ils sont là, assis face à moi avec leurs fardeaux noirs qui débordent de mots en français, d'images et d'exercices.

Depuis février 2025, je suis formatrice FLE « Français langue étrangère » pour les travailleurs Article 60 du CPAS. Deux matinées par semaine, je suis là pour leur apprendre le français. Mais souvent, c'est eux qui m'apprennent.

¹ Voir : www.lesconfidentielles.be

La patience. L'écoute. La ténacité. Celle d'avancer pas à pas, de dépasser les limites. Les limites du langage. Les limites d'un système.

Ils sont 12.

Certains sont arrivés en bateau. D'autres en bus, en camion. Amir a même franchi la frontière marocaine en jet-ski !

Leurs récits, ils les racontent à voix basse, entre deux exercices de conjugaisons. Ce ne sont pas des aventures. Ce sont des traversées. Des lignes droites ou sinueuses tracées à travers les cartes, les murs, les mers, les forêts, les frontières. Ils ont connu l'attente, le doute, la peur, l'humiliation et parfois même la faim.

Mais ce n'est pas de ça qu'ils parlent d'abord. Ils demandent surtout comment on écrit « rendez-vous » ou « comment on fait un CV ». Ils ne veulent pas qu'on les plaigne. Ils veulent qu'on les écoute. Juste un peu. Qu'on entende l'effort derrière chaque phrase.

Ils ne connaissent pas toujours les bons mots, mais ils ont des images. Ils en inventent. Ils plient le français et une forme de poésie surgit dans leurs phrases. Une poésie brute, maladroite parfois, mais bouleversante. Ce français-là, tordu mais vivant, me touche plus que n'importe quel manuel.

Je les regarde recommencer. Trébucher sur un mot, se cogner à notre société de l'écrit.

Aslan doit trouver un nouveau logement, Inaya se démène pour comprendre des lettres d'administration. Ioana veut écrire un mail à son chef pour demander des congés. Chana cherche un prof de néerlandais pour sa fille.

Apprendre à dire. Apprendre à écrire.
Apprendre à se réinventer.

Je me demande : où est la limite ? Dans la langue ? Dans le système ? Dans la fatigue accumulée ?

Les apprenants de français langue étrangère avancent chaque jour contre des murs invisibles. Ils les rencontrent en classe, dans la rue, au supermarché.

Les limites sont partout. Dans les démarches, les murs physiques et administratifs. Dans les files d'attente trop longues, dans les guichets fermés. Dans la grammaire et dans la conjugaison.

Mais il y a d'autres limites, plus subtiles. Celles qu'on porte en soi. Les peurs muettes. Le découragement après la énième lettre incompréhensible reçue par la poste. La gêne dans le regard pressé d'un interlocuteur, dans un mot qui se dérobe. Il y a la fatigue de toujours devoir recommencer. De demander à l'autre de répéter ou de parler moins vite.

Ils sont 12.

Certains s'épuisent. D'autres tiennent debout par orgueil, par amour, pour leurs enfants restés là-bas ou pour ceux nés ici, qui s'acclimatent bien plus vite qu'eux.

Je vois dans leurs yeux l'épuisement de ceux à qui on a demandé mille fois de s'expliquer.

Nom, prénom, date d'arrivée, itinéraire exact. Racontez ce que vous avez vécu. Apportez les preuves. Soyez crédible. Dites la vérité, mais il ne faut pas trop d'émotions non plus.

Ils sont 12.

Et tous ont connu des violences ou des obstacles face à des yeux bureaucratiques suspicieux.

Alors, ils ont pris l'habitude de devoir se justifier. Ils parlent des limites de leur français, s'excusent de leur accent.

J'ai lu quelque part que le langage structure la pensée. Je me demande comment on fait pour se défendre quand les mots manquent ? Comment expliquer à une administration pourquoi on a fui, pourquoi on est resté, pourquoi on n'a pas de papiers — sans les mots pour le dire ?

Mais pour eux, ce manque de mots, n'est qu'une étape de plus sur un chemin déjà semé d'obstacles.

Alors je remets une limite professionnelle et je reprends le cours. Ils sont 12.

Et ce matin en classe, on a parlé du passé et du présent. Distinguer « j'avais » et « j'ai », « j'étais » et « je suis ». Mais les verbes, ici, sont des cicatrices. Ils tracent une ligne invisible entre ce qu'on a été, ce qu'on aurait pu être.

Entre ce qu'on avait et ce qu'il nous reste aujourd'hui.

J'étais chauffeur dans mon pays.

J'avais une maison.

J'étais marié.

J'avais une boutique de vêtements.

J'ai... laissé mes enfants et ma femme là-bas.

On insiste sur le présent :

Je suis balayeur de rue, je suis technicienne de surface, je suis jardinier, je suis commis de cuisine.

Je suis là.

J'ai du courage. Ils sont 12.

Je les interroge sur leurs souvenirs pour parler de conjugaison. Parfois, c'est comme ouvrir un robinet à sacrifices. Chaque phrase est une tentative pour dire l'absence, les deuils sans corps, les adieux jamais prononcés. Certains n'ont pas pu enterrer un parent, accompagner un proche malade, dire aurevoir. Le passé est plein d'amputations.

Et moi, je suis là, entre le tableau blanc et le flot de leurs histoires. Je dois trouver la limite. Entre autoriser la parole et éviter qu'elle ne devienne un gouffre. Entre laisser parler et protéger le cadre et la cohésion de groupe. Je ne suis ni psychologue, ni juge, ni confidente, je suis formatrice FLE. Je suis là pour ouvrir des portes de langue, pas des blessures. Mais comment enseigner le passé sans le réveiller ?

Comment parler des souvenirs sans les fragiliser ? Alors, on crée des phrases - refuges : Je suis ici. J'avance.

On parle aussi du futur. Surtout le futur proche. Celui qui n'existe pas dans le Bescherelle.

On quitte les souvenirs pour parler des projets à venir et de ce qu'on tente de devenir.

On questionne la manière de raconter une histoire pour multiplier les points de vue dans un monde rempli de clichés.

Je leur dis que le monde n'est pas obligé de parler d'eux à la troisième personne. Je leur apprend à utiliser le « je » (« sujet verbe complément »).

Bien plus que la conjugaison, je veux leur apprendre à dire « je » pour reprendre sa propre souveraineté. Dire « je », c'est se désigner, s'affirmer pour trouver sa place malgré la différence. C'est s'autoriser à exister dans une langue qui n'est pas la sienne, dans un pays qui ne les attendait pas, dans un monde qui les résume trop souvent à des chiffres, des statuts, des cases à cocher.

Et eux, ils me donnent en retour cette forme d'espérance tenace qu'on appelle dignité. Même quand les mots ne viennent pas. Même quand les silences parlent plus fort.

Il n'y a pas de leçon pour ça. Seulement des présences, des écoutes, des tentatives. Et des limites — toujours à déplacer, à dépasser.

Leurs limites quand leurs lèvres cherchent un son qui refuse de sortir, quand leur bouche s'arrête au milieu d'une phrase parce que le mot n'arrive pas.

Et puis il y a mes propres limites, en tant que formatrice. Mes craintes et mes doutes.

J'ai peur de transmettre un message unique. Un français raide et administratif, un français qui classe et trie, un français qui coupe plus qu'il ne relie. Je ne veux pas les enfermer dans une langue qui ne serait qu'un outil d'intégration ou d'évaluation. Je voudrais que le français devienne pour eux un espace d'expression, de nuance, d'invention.

Alors je pense le cours comme une danse, une musique. Il y a des silences, des rythmes, des improvisations. Et quand les mots manquent, c'est le corps qui prend le relais. Les gestes, les regards, les sourires, les mimes.

Le langage n'est pas que verbal. Il est aussi là, dans la tension d'une posture et dans l'ouverture d'un visage. C'est ce français-là que je voudrais enseigner : un français habité, vibrant, multiple. Un français qui ne gomme pas les accents, mais les accueille.

Un français qui se laisse transformer.

Et c'est là, dans cet espace suspendu entre deux langues, que la magie opère. Le « je » devient un levier. Le mot « limite » se retourne. Il ne désigne plus seulement un mur mais une ligne qu'on frôle ou qu'on redessine à force de courage.

Ils sont 12.

Et ils savent que la limite n'est pas une fin, mais une étape, un seuil à franchir. Et derrière chaque seuil franchi, il y a une victoire discrète.

Peut-être qu'au fond, c'est ça apprendre une langue : se réapproprier le droit de dire « je », à sa manière, dans ses mots, dans son rythme. Ne pas parler « comme il faut », mais comme on est.

Ils sont 12. On a dû limiter le groupe pour des raisons d'espace et de dynamique. Ils sont 12 mais ils rayonnent comme mille.

Ce texte sera présenté en lecture-spectacle au Rayon vert à Jette le 25 juin 2026² par le collectif «Les Confidentielles»! Les Confidentielles c'est un collectif de 8 femmes. 8 autrices interprètes issues de divers horizons. 8 femmes qui amènent l'intime de l'écriture à la scène. Tous les deux mois, elle partage au public un nouveau chapitre autobiographique à partir d'un thème commun.



Bienvenue à tous et à toutes !

² www.lesconfidentielles.be/agenda





Les associations doivent
continuellement arbitrer
entre idéaux d'émancipation
et contraintes gestionnaires,
entre autonomie et dépen-
dance, entre participation
collective et individual-
isme de l'engagement.

Historiquement ancrées dans une démarche collective et critique, les associations d'alphabétisation et de FLE se voient désormais contraintes d'évoluer dans un cadre marqué par la managérialisation du secteur, la culture du contrôle et la logique de projet. Comment ces transformations influent-elles sur leur rapport aux pouvoirs publics et sur leur identité associative ?

La fin de la militance ? *La crise identitaire des associations d'alphabétisation et de Français langue étrangère*

Magali Joseph, Lire et Écrire Bruxelles

Depuis plusieurs décennies, les associations d'alphabétisation et de Français langue étrangère (FLE) occupent une place centrale dans la vie sociale bruxelloise. Porteuses d'un projet d'émancipation et d'éducation populaire, elles ont historiquement assuré des missions de solidarité, d'alphabétisation et de revendications politiques. Aujourd'hui, elles se trouvent pourtant confrontées à un faisceau de transformations structurelles qui bouleversent leur identité. Professionnalisation, institutionnalisation, marchandisation du social... L'ensemble de ces évolutions modifie profondément les conditions de leur action, la nature de leur engagement et leur rapport aux pouvoirs publics.

C'est dans ce contexte que s'inscrit notre enquête qualitative (en cours) menée auprès de responsables de diverses associations d'alphabétisation et de FLE à Bruxelles. Basée sur des entretiens compréhensifs semi-directifs¹, cette étude vise à comprendre en profondeur la manière dont les responsables formulent leurs difficultés, comment ils les relient aux transformations structurelles du secteur, et comment ils interprètent les tensions qui traversent leur identité professionnelle.

À travers l'analyse de ces discours, une hypothèse se dessine : les associations vivent une crise identitaire. Cette crise ne renvoie pas à la disparition de la militance, mais à une recomposition profonde de ses formes, de ses légitimités et de ses conditions d'exercice.

Les caractéristiques du secteur bruxellois

L'alphabétisation à Bruxelles est un champ historiquement structuré par le monde associatif. Contrairement à la Flandre, où les pouvoirs publics organisent directement une partie de l'offre, l'alphabétisation francophone bruxelloise repose sur une pluralité d'acteurs associatifs : associations locales, associations d'éducation permanente, maisons de quartier, écoles de devoirs... Cette diversité reflète un secteur composite, traversé par des logiques multiples – éducatives, sociales, linguistiques, d'employabilité – et inséré dans un environnement institutionnel complexe.

Les analyses du Girsef² montrent que le champ associatif de l'alphabétisation est marqué par une fragmentation des cadres réglementaires³ : Cohésion sociale, Insertion Socioprofessionnelle (ISP), parcours d'accueil des primo-arrivants, Éducation permanente. Chaque dispositif introduit ses propres règles, ses propres attentes, ses propres financements, ce qui oblige les associations à naviguer entre des régimes d'actions hétérogènes. Le phénomène de

¹ L'entretien compréhensif semi-directif est une méthode qualitative d'enquête qui vise à accéder à la compréhension du sens que les personnes donnent à leurs pratiques et à leur vécu. Voir : Jean-Claude Kaufmann, *L'entretien compréhensif*, Nathan, 1996.

² Le *Girsef* est un centre de recherche interdisciplinaire sur la socialisation, l'éducation et la formation fondé en 1998 à l'UCLouvain. Voir : www.uclouvain.be/fr/girsef.

³ Bernard Fusulier, David Laloy, *Évaluation de la politique d'alphabétisation en Région de Bruxelles-Capitale et en Région wallonne*, Rapport final du Girsef, 2012, <https://dial.uclouvain.be/pr/boreal/object/boreal:130083>

polysubventionnement, souvent indispensable à la survie financière des structures, accroît cette complexité : les associations doivent répondre à des exigences administratives multiples, parfois contradictoires, et se conformer à des temporalités (annuelles, quinquennales, par projets) qui rendent la planification difficile.

Aux origines : un secteur porté par la militance et l'éducation populaire

Les associations d'alphabétisation sont historiquement issues de la société civile organisée. Dès les années 1960, elles sont portées par des pionniers militants, souvent bénévoles, proches des mouvements ouvriers ou de l'éducation populaire. Leur objectif n'est pas seulement d'enseigner la lecture et l'écriture : il s'agit de permettre aux adultes de comprendre le monde et de devenir acteurs de changement social. Les références à Paulo Freire et à la pédagogie des opprimés illustrent cette ambition éducative et politique.

Cette dimension militante est confirmée dans les analyses de la FESEFA⁴ : jusqu'aux années 1970, les associations jouissent, en effet, d'une large autonomie fondée sur un modèle de « liberté subsidiée ». Leur légitimité provenait de leur proximité avec les publics, de leur rôle de corps intermédiaire entre les citoyens et l'état et de leur capacité à articuler action de terrain et transformation sociale.

Pour comprendre cette période fondatrice, les travaux de Jacques Ion sont éclairants. Dans *La fin des militants ?*⁵, Jacques Ion décrit la figure du militant héroïque, typique des années 1960-1970 :

- un acteur entièrement dévoué à une cause,
- pour qui l'engagement structure toute l'existence,
- un membre fidèle d'un collectif stable,
- pour lequel l'appartenance est identitaire et durable.

La militance est alors totalisante : elle façonne les sociabilités, les identités personnelles et professionnelles et implique un effacement partiel de l'individu derrière le groupe.

⁴ FESEFA (éd.), *Autonomie associative menacée : Des défis et ambitions pour garantir nos libertés*, Couleur livres ASBL, 2021.

⁵ Jacques Ion, *La fin des militants ?* Éditions de l'atelier, collection Enjeux de société, 1997.

Des transformations majeures

Cette forme de militance n'est plus dominante aujourd'hui. Une responsable d'association en témoigne : « *Avant, on faisait de l'alpha pour changer la société. Aujourd'hui, j'ai parfois l'impression qu'on fait de l'alpha pour remplir des tableaux Excel* ». Ce décalage entre le projet initial et les conditions actuelles nourrit un sentiment de perte de sens.

En effet, à partir des années 1980, l'histoire du secteur bascule. Trois processus majeurs décrits par la FESEFA⁶ transforment en profondeur l'identité associative.

Professionalisation et institutionnalisation

La crise économique, l'essor du chômage et les politiques d'emploi favorisent la création de postes associatifs. Le secteur se salarise, se structure, se stabilise. Selon Pierre Artois⁷, cette évolution s'accompagne d'une institutionnalisation progressive des pratiques : normes de professionnalité, décrets, procédures administratives, exigences d'évaluation.

Cette professionnalisation a des effets ambivalents. Elle stabilise les équipes, crée un ethos professionnel, renforce la qualité des pratiques. Mais elle réduit l'autonomie, accroît la dépendance financière et transforme les associations en opérateurs de politiques publiques.

L'État social actif et l'injonction à l'employabilité

Dans les années 1990, on assiste au passage de l'État-providence à l'État social actif : les politiques centrent leur action sur l'activation, la responsabilisation individuelle et l'employabilité. Les associations doivent démontrer leur efficacité via des indicateurs, cibler certains publics, respecter des normes de rendement et d'efficacité – au détriment parfois de leurs finalités émancipatrices. L'État social actif a réorienté l'alphabétisation vers une priorité :

⁶ FESEFA, op. cit., pp. 49-70.

⁷ Pierre Artois, *Des injonctions à la professionnalisation, nouvelles logiques et transformations des pratiques*, in Mejed Hamzaoui, Pierre Artois et Laetitia Melon, *Le secteur non marchand au cœur du changement*, Couleurs livres asbl, 2016, pp. 86-104.

l'employabilité. Et cette injonction crée des dilemmes pédagogiques et politiques. Une responsable résume : « *On ne fait plus de l'alpha pour que les gens vivent mieux, mais pour qu'ils redeviennent employables* ».

L'entrée dans le monde marchand

L'entrée en vigueur du Code des sociétés et associations (CSA) en 2019 a levé l'interdiction faite aux associations de se livrer à des activités commerciales. Cette évolution marque une inflexion majeure dans la trajectoire historique du secteur associatif, et remet en cause sa nature non-marchande. La différence entre les entreprises et les ASBL réside dans le fait que ces dernières ne peuvent redistribuer leurs bénéfices à ses membres ou aux personnes dirigeantes. Les bénéfices dégagés doivent servir le but désintéressé de l'ASBL. Selon la FESEFA, cette évolution a remis en question l'identité même du secteur associatif. « *L'entrée dans le champ de « l'entreprise » laisse craindre des modifications importantes de leur identité non-marchande, de leurs capacités d'action en tant que « corps intermédiaires » et de leurs forces mobilisatrices pour le bien commun et la collectivité* »⁸.

L'avènement de nouveaux paradigmes

La FESEFA⁹ identifie trois paradigmes, trois modèles dominants de pensée et de compréhension du monde, qui redéfinissent la relation entre associations et pouvoirs publics.

Le New Public Management

Inspirée du modèle privé, cette approche managériale introduit une culture de performance : indicateurs, tableaux de bord, évaluation quantitative, reporting permanent. L'action associative est jugée moins sur son sens que sur son efficacité mesurée. Cette logique transforme les associations en quasi-entreprises soumises à des exigences productives.

⁸ FESEFA, op. cit., p. 20.

⁹ FESEFA, op. cit., pp. 49-70.

Une responsable témoigne : « *On doit toujours prouver, mesurer, compter... Ce qui ne se voit pas ne vaut plus rien* ».

Ce phénomène touche aussi les administrations qui contrôlent les associations qui sont, dès lors, doublement touchées par ce paradigme.

La culture du contrôle

Le rapport de confiance laisse place à une relation de suspicion : multiplication des justificatifs, contrôle du polysubventionnement, pression administrative. Cette bureaucratisation ampute le temps consacré aux missions de terrain et réduit les marges de manœuvre des associations.

Une responsable décrit la culture du contrôle : « *On se sent suspect. Chaque subside devient un examen* ».

La logique du projet

Les financements structurels diminuent au profit d'appels à projets court-termistes. Les associations doivent sans cesse se réinventer, innover, prouver leur pertinence. La pérennité des actions devient incertaine, les équipes se précarisent, et la planification se fragmente.

La logique du projet transforme profondément l'organisation du travail : « *On bricole notre survie financière projet par projet... Comment voulez-vous avoir une vision collective ?* ».

Et la logique concurrentielle entre opérateurs, induite par les appels à projets, fragilise la coopération dans le secteur.

Hybridation des logiques et crise identitaire : vers une militance recomposée

Les associations ne basculent pas d'une logique à une autre : elles doivent composer avec des logiques en tension. C'est ce que Fabrizio Cantelli, Ludivine Damay et Jean-Yves Donnay¹⁰ appellent une « hybridation identitaire », combinant simultanément

¹⁰ Fabrizio Cantelli, Ludivine Damay et Jean-Yves Donnay, *Pour une sociologie politique des acteurs associatifs : comprendre les nouveaux enjeux*, Pyramides n°6, 2002, pp.11-30, <https://journals.openedition.org/pyramides/433>.

des logiques différentes et antagonistes. Elles sont à la fois gestionnaires professionnelles, militantes et critiques, expertes du terrain, médiatrices entre institutions et citoyens et prestataires de services.

Dans les entretiens, cette hybridation est vécue comme une tension permanente. Une responsable affirme : « *On doit être militants, pédagogues, gestionnaires et commerciaux en même temps. C'est intenable, mais c'est notre réalité* ».

Selon Jacques Ion, l'engagement contemporain ne disparaît pas : il se transforme. Il devient plus sélectif, plus modulable, moins identitaire. L'individu ne s'efface plus derrière le collectif : il s'engage sans renoncer à son autonomie, circule entre projets, s'investit ponctuellement et construit des formes d'engagement plus fluides. C'est ce qu'il appelle « l'engagement distancié ».

Dans les associations, cela se traduit par des équipes où coexistent anciens militants et nouveaux professionnels. Les premiers expriment la nostalgie d'un « nous » collectif fort ; les seconds revendiquent un engagement personnel, éthique, mais non totalisant. Une responsable témoigne : « *Je crois à ce que je fais, mais je ne veux pas sacrifier ma vie pour l'association comme le faisaient les anciens* ».

L'engagement distancié n'est pas un désengagement : c'est une forme contemporaine d'engagement, adaptée à un monde où les identités professionnelles sont plus multiples et les appartenances plus réversibles.

En conclusion

Les associations d'alphabétisation et de FLE bruxelloises vivent aujourd'hui une crise identitaire qui ne peut être réduite à des problèmes techniques ou financiers. Cette crise est structurelle : elle résulte de l'hybridation de logiques antagonistes qui redéfinissent en profondeur le sens de l'action associative.

Les associations doivent continuellement arbitrer entre idéaux d'émancipation et contraintes gestionnaires, entre autonomie et dépendance, entre participation collective et individualisation de l'engagement.

Elles sont ainsi prises dans une tension entre la fidélité au projet politique d'origine et l'obligation de répondre aux nouvelles normes bureaucratiques. Cette tension structurelle nourrit un sentiment de perte de sens, mais aussi une volonté de réinventer une militance adaptée aux réalités contemporaines.

Il ne s'agit pas d'une disparition de la militance, mais d'une mutation profonde de ses formes.

Le défi n'est pas de revenir à un âge d'or mythique du militantisme, mais de transformer cette hybridation en ressource comme le dit Olivier Piludu¹¹, en redonnant centralité au projet associatif comme lieu de cohérence, de sens et de mémoire collective. Il s'agit de recomposer une militance à la hauteur des normes contemporaines : une militance capable de cohabiter avec la gestion, de résister tout en collaborant, d'assumer sa pluralité plutôt que de la subir.

La crise identitaire n'est pas une fin, mais l'occasion d'inventer de nouvelles manières de militer, de travailler et d'agir ensemble.



¹¹ Olivier Piludu, La construction identitaire associative, un processus historique, une élaboration collective, Empan n°99, pp. 119-124.



Le travail en alpha
déborde de son
cadre pour se mettre
en lien réel avec les
autres, dans une
posture de
« Care » vis-à-vis
des apprenants

Il est courant de questionner ce que le salariat fait à la militance, mais plutôt que d'entrer par cette voie, j'ai voulu rencontrer des travailleuses du secteur alpha, pour leur demander si, selon elles, « travailler en alpha, c'est militer ? ». Je pose l'hypothèse que le travail en alpha est potentiellement intrinsèquement militant. Parce qu'il déborde de son cadre pour se mettre en lien réel avec les autres, dans une posture de « Care » vis-à-vis des apprenant·es. Et, parce que l'alphabétisation populaire est une pratique militante en ce qu'elle vise à l'émancipation en cherchant constamment à refuser les rapports de domination.

Est-ce que travailler en alpha, c'est militer ?

Sarah De Laedt, Lire et Écrire Bruxelles

5 femmes ont accepté de répondre à cette question, ces rencontres individuelles ont eu lieu sans que nous nous mettions d'accord sur la définition du terme « militer ». J'ai souhaité partir de leur représentation personnelle de ce mot, et laisser place à leur parole, une parole qui raconte un métier, une posture. Et cette posture dessine elle-même une proposition, très proche de celle de Sarah Durieux¹, celle de militer autrement. J'ai eu la chance de m'entretenir avec trois formatrices - du Collectif Alpha, de Lire et

¹ Sarah Durieux, ancienne directrice de la plateforme « change.org », a écrit plusieurs livres sur la militance, notamment « Changer le monde, manuel d'activisme pour reprendre le pouvoir » sorti en 2012, et « Militer à tout prix, comment nos collectifs nous font souffrir », paru en 2025.

Écrire Bruxelles et de Bruxelles Laïque-, une coordinatrice de centre alpha bruxellois et enfin une pédagogue². Toutes ces personnes travaillent dans des structures qui pratiquent « l'alpha pop » : l'alphabétisation populaire. Ces rencontres n'ont pas été pensées pour en constituer un échantillon représentatif, voici le biais de sélection : toutes ces femmes travaillent depuis plus de dix ans dans le secteur et sont de ferventes défenseuses de cette approche. Alors il serait donc plus juste de titrer : « Est-ce que travailler en alpha pop, c'est militer ? », et plutôt que de tirer un inutile suspens, répondons d'emblée, que selon nous 6, c'est un grand « Oui ».

Militer c'est rêver à un autre monde

Dans cette question se cache un présupposé : celui qu'il y a un socle de valeurs partagées, un rêve de plus de justice sociale, un refus de se laisser dire que tout est bien tel quel.

NOUR : *« J'ai la chance de pouvoir faire un métier où je peux défendre les valeurs qui me tiennent à cœur, porter toutes les luttes au sein même de mon boulot. Des luttes de justice sociale, d'égalité, d'accès aux droits. L'alpha n'est pas isolée du monde : les politiques ou toutes les situations, même géopolitiques, ont un impact sur les citoyens. Et sur qui arrive dans nos centres alpha. On ne peut pas se dire que ce qui se passe en dehors ne nous concerne pas ».*

Dans cette question se niche aussi une définition du mot « militer », toute personnelle et pourtant partagée. Lors de ces rencontres, un silence s'est installé après cette question. Et puis, chacune, à sa manière, s'est aperçue que, sans l'avoir nécessairement nommé, travailler en alpha c'est militer.

PAULINE : *« C'est permettre à ces personnes d'être alphabétisées, d'acquérir la connaissance pour pouvoir se défendre, faire exercer leurs droits au logement, aux soins de santé, aux allocations, à plein de choses que les personnes nous partagent. Alphabétiser est une forme de militance ».*

² Les prénoms ont été changé, et les postes ne sont pas précisés par la suite. Je vous invite à rencontrer Nour, Pauline, Sophie, Florence et Louise.

SOPHIE : « Travailler en alpha c'est donner des outils aux personnes qui ont des besoins, ou qui formulent la demande de vouloir apprendre, lire, écrire, découvrir. C'est militant car cela mobilise du temps, de l'énergie de les accompagner vers leur émancipation ».

LOUISE : « Oui, c'est une manière de militer, dans le sens d'essayer de donner une chance à des gens d'apprendre. De leur donner confiance en eux ainsi que des clés de compréhension du monde et donc plus de pouvoir sur leur environnement. Si le projet s'arrête à leur apprendre à écrire et à parler du français, ce n'est pas de la militance ».

Mais pourquoi et comment se forge cette action d'alphabétisation militante ? Et qu'est-ce que cela implique pour nos travailleuses ?

Dans la suite de cet article, je développerai l'hypothèse que le travail en alpha est potentiellement intrinsèquement militant. Parce qu'il déborde de son cadre pour se mettre en lien réel avec les autres, dans une posture de « Care » vis-à-vis des apprenant-es. Et, parce que l'alphabétisation populaire vise l'émancipation de son public en cherchant constamment à refuser les rapports de domination.

Urgence, soin et fatigue... se mettre « au service de »

Un métier qui déborde de ses prérogatives

SOPHIE « Maintenant, avec la conjoncture, j'ai plein de personnes, essentiellement des femmes, qui vont être exclues du chômage, qui sont complètement paniquées car elles reçoivent des textos, des messages, qu'elles ne comprennent pas. Je prends le temps de leur expliquer, de les orienter vers des permanences spécifiques ou de réexpliquer ce que le CPAS a dit. C'est du temps que je mobilise qui, normalement, ne devrait pas faire partie de ma charge de travail ».

Si le travail en alpha apparaît comme militant, c'est parce qu'il déborde. Être en première ligne, c'est rencontrer des humain-es plusieurs fois par semaine et ne pas pouvoir ignorer leurs réalités sociales. Ce métier qui déborde, consiste souvent à faire plus, à faire ce qui est nécessaire, dans un contexte social difficile, aggravé par l'analphabétisme.

PAULINE : « *Et c'est la difficulté : où je dois m'arrêter ? On est formatrices, mais on peut, par exemple, donner un coup de main à la personne qui est en demande parce que c'est urgent, afin qu'elle soit reconnue en tant que personne humaine, pour qu'elle puisse continuer à venir au cours, à travailler. Ce sont des soucis de santé, mais il y a aussi des questions administratives, de communication avec le CPAS, l'école, Actiris, etc. L'enjeu est de faire en sorte que la personne acquiert de la confiance, puisse être capable de faire les choses par elle-même. Cela demande du temps* ».

Le rôle et les missions des associations sont complexes, voire contradictoires, et parfois déborder, c'est remettre en question une partie du cadre imposé.

FLORENCE : « *On habite toujours un poste, on l'interprète, on le transforme. Dans l'associatif, on nous demandait de contrôler les présences, conditionnant leurs droits. J'ai toujours combattu ce rôle de flic ou de sous-fifre des administrations* ».

Les réformes actuellement menées au niveau fédéral ainsi qu'en Fédération Wallonie-Bruxelles, notamment celles qui concernent le chômage, le CPAS ainsi que la question de « l'accueil », visent à rendre l'accès aux droits de plus en plus difficile ou moins stable qu'auparavant. Les associations seront poussées à jouer un rôle dans cette nouvelle donne. « L'État social actif » cherchera à les utiliser davantage pour étendre et déléguer les contrôles, en même temps qu'elles verront leur public de plus en plus en difficulté. Rêver et œuvrer à un monde plus juste demandera alors de penser les actions, même les plus infimes, et à agir en conséquence.

LOUISE : « *Quand on dit qu'il faut 'faire de la pédagogie', souvent cela signifie expliquer aux personnes ce qu'on souhaite qu'ils fassent. Ce n'est pas de la pédagogie. La vraie question est : pourquoi ne viennent-ils pas ?* »

Le Care au cœur des pratiques

En arrivant dans le secteur, j'ai été marquée par le soin et l'attention portée aux apprenant.es. Je me demandais si ce soin était théorisé, ou s'il s'expliquait « simplement » par le caractère très féminisé du secteur doublé au fait qu'il s'agisse d'associations et non d'institutions plus historiquement structurées (comme l'école).

Il n'y a sans doute pas une bonne réponse, mais si l'on s'en réfère à la définition de Joan Tronto, c'est bien du Care³ que l'on observe. Selon lui, le Care se caractérise par 4 dimensions :

- Se soucier de (caring about), c'est-à-dire prêter attention à repérer un besoin.
- Prendre soin de (taking care of), soit prendre ses responsabilités pour répondre à ce besoin.
- Donner le soin (caregiving).
- Recevoir le soin (care-receiving), c'est-à-dire être dans l'échange avec l'autre pour s'assurer que le soin répond au besoin.

SOPHIE : « *On cherche à savoir, depuis quelques années, si les personnes ont un réseau d'aide sociale, de soutien et de soins. Si les personnes sont isolées, on met en place quelque chose avec elles, on prend le temps* ».

NOUR : « *J'aimerais, dans le moment où je m'octroie l'apprentissage de cette langue, y aller en étant vraiment sûre de me sentir en sécurité, accueillie et surtout sentir que ce lieu est là pour moi. Lorsqu'il y a des injustices, prendre soin les uns des autres et être hautement solidaires. C'est ainsi qu'on peut s'en sortir, se nourrir, garder ou retisser des liens et proposer autre chose que ce qu'on est en train de nous servir : de l'individualisme qui nous divise et nous monte les uns contre les autres. La notion de care est importante* ».

Ces extraits d'entretiens témoignent de ce souci du **besoin** et d'une **prise en charge responsable**. Ou qui tente de l'être. Souvent, une fois l'action réalisée, on est tentées de ne pas vérifier si celle-ci était adéquate. Le risque est grand alors d'infantiliser les personnes avec lesquelles on travaille, ou de se contenter de penser que la réponse qui nous semblait juste (sans conscience de notre position) était, sans aucun doute, la bonne⁴. Échanger, écouter humblement,

³ Cette notion, qui a été développée en 1982 par Carol Gilligan, est une éthique de l'acte, des choix et actions quotidiennes. Mais le Care se pense à l'échelle collective et sociétale, il ne s'agit pas de « faire bien tout.e seule.e », mais de mettre en place des institutions dans lesquelles l'éthique du Care est centrale. Son insuffisante traduction française est « soin » ou encore « sollicitude ».

⁴ Cet écueil a d'ailleurs été développé par Jérémie Piolat dans « *Sudalisme, l'imaginaire qui nourrit le racisme* », paru en 2023, à partir d'une enquête de terrain dans le secteur de l'alphabétisation bruxellois. Il montre comment les biais racistes interviennent dans les formations.

s'inquiéter et chercher à comprendre si ce que l'on a mis en œuvre correspond aux besoins, cela demande de travailler sur un fil : entre égalité souhaitée et pensée, et rôle attribué. À trop vouloir être aux autres, à vouloir soutenir, depuis une autre position, il y a le risque de faire trop, de faire plus que ce qui est réellement émancipateur.

SOPHIE raconte, à ce propos, avoir voulu héberger une apprenante : « *En fait, elle avait surtout besoin que je lui prépare ses exercices parce qu'elle allait bientôt revenir et se sortir de ses problèmes. Elle avait besoin de savoir que je serais là. Cette expérience m'a permis de comprendre ma place, de me situer par rapport aux besoins des personnes, et finalement de leur émancipation et de ma propre émancipation aussi* ».

NOUR : « *Le public guide chacun de mes actes. Les demandes peuvent sortir du cadre mais je reste vigilante à ne pas accepter celles qui ne leur rendent pas service et qui risquent de les mettre davantage en difficulté. J'essaie d'orienter vers les personnes qui peuvent véritablement leur apporter une aide* ».

Une fatigue militante

SOPHIE : « *J'ai dû me nourrir ailleurs. Mon boulot m'épuise trop pour m'engager sur d'autres combats militants* ».

Dans les mouvements sociaux, il est courant de regretter les absent.es. Or, certain-es sont déjà là. Dans leur quotidien : formatrices alpha, profs, infirmières, etc. Travailler en utilisant continuellement les compétences relationnelles, en ayant à cœur de faire attention, face à un public précarisé et mis sous pression, en étant dans le Care, cela épuise. Cette fatigue professionnelle, apparaît précisément parce que le métier est une forme de militance.

FLORENCE : « *Je suis contente de retrouver des groupes. Mais, en fait, quand tu es tous les jours face à des groupes, avec toutes leurs difficultés sociales plus l'alpha, plus la militance, plus le reste, plus... Tu n'as pas le temps. Ce n'est pas possible* ».

Y a-t-il quelque chose dans l'alpha pop d'intrinsèquement militant ?

LOUISE : « *L'alpha pop, c'est vraiment cette posture d'ouverture et d'humilité* ».

C'est probable. Les racines de cette approche sont à chercher dans l'éducation populaire, un mouvement vaste, porteur d'espoirs que certain-es considèrent comme insensé. Il trouve son origine dans le mouvement ouvrier et l'on date souvent sa formalisation à l'après première guerre mondiale. Le positivisme du mouvement ouvrier se heurte alors à la boucherie de la guerre et à une immense déception : bien que de nombreuses personnes aient été scolarisées, cela n'a pas empêché les sentiments nationalistes et belliqueux. Déception qui ne sera que plus grande après 1945. Il s'agit alors de refuser que l'école continue d'enfermer les savoirs, de développer d'autres manières d'apprendre, en considérant toujours la question politique - on dirait aujourd'hui la question des dominations structurelles -, et la non-hiérarchisation des savoirs. De développer nos savoirs dans une égalité réelle entre chacun.es. Parce qu'apprendre ensemble oblige à l'altérité, confronte et développe l'esprit critique mais aussi la solidarité.

L'alphabétisation populaire est, selon Sylvie Pinchart, « une pratique pédagogique qui met en dialogue constant et nécessaire action et réflexion. A Lire et Écrire, nous formalisons cette orientation dans un outil que nous avons nommé la roue carrée. Elle donne à voir, met à plat, déplie les multiples dimensions de l'apprentissage des langages fondamentaux et savoirs de base, et inscrit cet apprentissage dans un projet plus global d'émancipation individuelle et collective. C'est une invitation à questionner, interroger et réfléchir tant ce qu'on apprend (les contenus, les objets) que le comment (les méthodes, les processus cognitifs...), le pourquoi (ce qui nous motive) et le pour quoi (le résultat, les effets...). »⁵

FLORENCE : « Avant je donnais des formations en FLE. [...] Avec l'alpha, la question du rapport de pouvoir m'a rendue vigilante. Comment ne pas reproduire des rapports post-coloniaux ? À partir du moment où tu conscientises ce rapport de pouvoir et que tu inscrites la relation pédagogique dans la réflexion critique, que tu sois salariée ou non, ton action aura une portée militante ».

Et cette posture, celle de l'alphabétisation populaire, elle part d'un rapport curieux et disponible. Elle part du groupe, et d'une remise en question permanente des pratiques.

⁵ <https://journaldelalpha.be/edito-8>.

FLORENCE : « *En alpha, tu es toujours bousculé. Les petites références théoriques te servent à analyser ce que tu fais dans la pratique, mais elles ne sont pas forcément partagées par les autres. Tout le monde est différent, les parcours sont très variés. Et avec les apprenant-es, le décalage peut encore être plus grand. C'est ce que j'aime bien : on ne sait pas coller des étiquettes aux gens* ».

Cette posture de l'alpha pop et de l'éduc pop, cherche à partir des savoirs du groupe et oblige à une humilité, une recherche continue dans la pratique et une attention au pouvoir.

Et cette posture, me semble elle-même une proposition militante à adopter partout ailleurs.

FLORENCE : « *C'est aussi de se remettre en question quand ça ne marche pas. C'est aussi une posture, je trouve, la militance. Ne pas penser qu'on sait mieux que les autres. Une de mes apprenantes m'a dit : 'ce n'est pas parce qu'on n'a pas les mots en français qu'on ne réfléchit pas et qu'on n'est pas au courant'* ».

Et si militer c'était adopter la posture de l'alpha pop ?

Selon **SARAH DURIEUX**, « *l'activisme est quelque chose à offrir et pas à accomplir, c'est remettre en question sa place dans le monde et l'usage qu'on fait de son pouvoir. C'est une manière d'être au monde entre responsabilité et solidarité* ». Cette définition, je l'ai lue en fin d'entretien à ces travailleuses, et toutes s'y sont reconnues.

Les travailleuses se positionnent comme des classes intermédiaires, dominantes à certains égards, et dominées à d'autres. Contrairement à leurs apprenant-es, elles possèdent des « privilèges » : celui de savoir lire et écrire, et pour certaines d'être nées ici, d'être ancrées, d'avoir un certain niveau d'étude. La société valorise peu leur métier, comme la plupart des métiers sociaux de première ligne, et leurs bas salaires rendent leurs conditions matérielles d'existence difficiles lorsqu'elles ne possèdent pas de capital (d'un métier précédent mieux payé, ou familial).

En classe, avec le groupe, il s'agit donc de continuellement rebattre les cartes, et de se laisser le moins possible enfermer dans le rôle de la détentrice des savoirs. Tout en étant consciente de

l'impossibilité d'effacer cette différence effective entre elles et eux : elles sont payées pour être là, face à des personnes qui ne possèdent pas encore des savoirs centraux dans la société.

SOPHIE : « *Le militantisme ne se fait pas seul. C'est une dynamique collective où on s'émancipe les uns des autres* ».

Circulation du savoir, mais aussi de la solidarité.

NOUR : « *En étant solidaire, je prends soin de moi aussi. On est un tout* ».

À partir du travail de Magali Joseph⁶ qui reprend le cadre analytique de Jacques Ion, nous avons discuté de l'évolution de la figure du militant, depuis l'engagement total vers l'engagement distancié. Leurs réactions m'ont étonnée tant elles étaient proches. Il y a le rejet de « tous les ismes », une peur de se noyer dans le dogmatisme et de s'effondrer, un refus de renoncer à être un individu et une conviction de la nécessité du collectif.

SOPHIE : « *Je crois que les personnes qui sont dans un engagement total se leurrent un peu. J'ai l'impression qu'on peut se perdre là-dedans* ».

NOUR : « *Je suis guidée par cette volonté de justice sociale. On parle de burn-out militant. Moi, au contraire, c'est quelque chose qui me porte. Tant que je milite, je vis* ».

Leurs positions de travailleuses militantes en alpha semblent leur permettre un quotidien en adéquation avec leurs valeurs, tout en les protégeant des risques identifiés dans le « monde militant ».

FLORENCE : « *La militance, c'est un engagement personnel, avant d'être un engagement collectif. Il faut une certaine conviction et une vision du monde partagée. La difficulté réside dans le fait de créer ou rencontrer des collectifs au sein desquels on ne se noie pas en tant qu'individu mais où l'on peut se retrouver et apprendre, etc.* »

Est-ce que ce travail fonde leur définition du militantisme ou que leur trope les aient attirées vers ce travail ? Toujours est-il que la proposition qu'elles dessinent donne à penser une autre manière de lutter, une manière qui sorte de la comptabilité, de la performance et met au cœur l'éthique et le soin. Faire attention tout le temps à tout : sa position, celles des autres, aux rapports de domination et au but final à atteindre.

⁶ Magali Joseph, *La fin de la militance ? La crise identitaire des associations*, pp.17-24

PAULINE « *On est militant ou on ne l'est pas. On a son pouvoir d'agir, qu'on peut exercer. Ce n'est pas une question d'heures, c'est une façon d'être* ».

FLORENCE « *Oui, c'est une manière d'être au monde, tout le temps, qui est fatigante et pleine de contradictions. Et que tu exeres comme tu peux* »

Dans son livre, « *Militer à tout prix* », Sarah Durieux invite toutes les organisations (qui visent une transformation du monde), à s'affranchir de la culture capitaliste et des rapports de domination qui, au lieu de rendre nos structures plus performantes, nous enferment dans la compétition et les critiques stériles, et surtout finissent par nous épuiser. Elle y développe l'idée que notre besoin d'appartenance au groupe peut nous pousser à dépasser nos limites, mais que ce besoin de reconnaissance et d'appartenance n'est pas évacué. Elle nous invite à mettre le Care au cœur des actions, à offrir plutôt qu'à prendre et à continuellement travailler les liens entre toutes les personnes avec lesquelles nous sommes en contact. Et nos formatrices ne disent pas autre chose...

SOPHIE « *Cette manière d'être me plait bien. C'est ce lien, celui qu'il y a entre les personnes, cette solidarité. Les personnes ne sont pas que dans un apprentissage. Sans lien, ils n'y arrivent pas, je n'y arrive pas ... Il n'y a rien qui se passe. Cela vaut pour tout le monde* ».

Car, pour paraphraser mes interviewées, militer c'est peut-être avant tout une manière d'être dans certaines actions. Il s'agit d'agir, notamment de donner des cours d'alpha, mais de le faire sans prendre une posture haute, en assurant la confiance de celles et ceux qui vivent des injustices et des dominations.

Dans ces temps maussades, il m'est agréable de me rappeler qu'un autre monde est déjà là, lorsqu'elles accueillent, soutiennent, discutent et se laissent bousculer par les humain-es qui leur font face. Humblement, quotidiennement.

Ce monde est attaqué, à nous toustes de le préserver, de ne pas perdre de vue la question du *comment* et du lien, même dans la peur. De continuer à prendre soin de tous ces mondes, et de les (re)faire grandir.

Hommage à une défenseuse de l'alpha populaire
Cécile Bulens, Coordinatrice pédagogique à Lire et Écrire
Communauté Française de 2010-2020, décédée en 2025

« Je deviens une vieille dame, je le vois dans le regard des autres,
je l'entends dans les blagues de mes enfants, de mon mari.

J'ai vraiment envie de laisser tomber des graines,
même si je ne sais pas ce qu'elles deviendront.

Graines d'envie de savoir plus, graines de passion pour le
travail de formateur, graines de colère et d'indignation face
aux injustices, graines d'envie de se mobiliser ensemble.

Parfois, il faut s'accrocher comme le lierre, ne pas
lâcher, être exigeant envers soi et avec les autres,

Il faut aussi perdre son écorce.

Parfois, j'ai peur de me retrouver en danger, de me
retrouver nue sans toutes mes protections.

Mais il faut oser, se laisser porter par le vent
comme une plume, en se disant :

Inch'Allah, adviene que pourra ».





Depuis, une
chose a beaucoup
changé dans ma
vie, c'est que je
ne me laisse
plus

La militance en Éducation permanente et alpha populaire va-t-elle se faire discrète, polie, sans calicots ni barricades, vu les menaces qui pèsent sur notre avenir ou servir de rampe de lancement à la défense de notre travail et de ses valeurs ? Les paris sont lancés. Illustration à travers la campagne « ABC les préjugés » menée à Lire et Écrire à partir de la parole des apprenant-es.

Une campagne militante, sans calicots, ni barricades

Cécilia Locmant, Lire et Écrire Communauté française

Dans le cadre de mon travail, et au cours des différentes campagnes de sensibilisation que j'ai coordonnées, la constante qui s'est peu à peu affirmée a été de partir de la parole des apprenant-es, pour identifier les préoccupations, voire les urgences qui traversaient leur quotidien. Au cours des années, les thématiques ont varié, mais dans tous les cas, il s'agissait de partir de récits individuels pour construire des récits collectifs qui seraient la trame de notre narratif.

La campagne ABC les préjugés

Pour notre campagne 2025, nous avons décidé de donner la parole à deux apprenantes engagées, Marthe et Valérie, dans le cadre d'un documentaire¹ que nous voulions diffuser auprès du grand public et de nos différents relais. L'idée étant de coller au plus près de leur quotidien et de ce qu'elles acceptaient de nous en montrer à la fois en formation et dans leur vie personnelle. Nous voulions

¹ Pour visionner le documentaire : <https://lire-et-ecrire.be/Lire-et-Tracer>.

déconstruire les préjugés autour des personnes analphabètes et illettrées : « *Non, nous ne savons pas tout et elles rien* » ; « *Non, être une lectrice débutante n'est pas être une penseuse débutante. Oui, elles ont des choses à nous dire et des compétences à faire valoir* ».

Comme Luchino Paparella, le cinéaste, l'écrivait dans un des mails échangés pour définir les contours de ce projet : « *Marthe et Valérie sont deux femmes porteuses de dignité, ce que démontre leurs parcours et leur engagement. À travers ce film, nous avons veillé à ne jamais adopter un regard surplombant ou extérieur à leur situation. C'est dans cette perspective que nous avons construit le documentaire, au plus près de leur point de vue, en leur permettant d'exprimer elles-mêmes leur réalité tout en reconnaissant pleinement les difficultés structurelles auxquelles elles sont confrontées au quotidien.* »

À la différence du reportage journalistique, qui met en contexte et travaille sur des faits d'actualité, le documentaire se met au service d'une intention et réclame du temps. Dans ce cas précis, nous ne cochions pas toutes les cases, notamment celle du temps, car nous ne pouvions financer qu'un documentaire au format court (20 minutes). Pour assurer la clarté du propos et permettre au spectateur d'entrer en empathie avec les personnes que le cinéaste allait suivre, nous ne pouvions donc pas multiplier le nombre de témoignages, ni choisir des personnes trop débutantes à l'oral. Ces impératifs « de casting » nous avaient conduit à choisir, parmi d'autres candidates, Marthe et Valérie qui s'exprimaient facilement, étaient à l'aise avec la caméra, acceptaient de raconter des éléments de leur parcours et nous emmenaient dans leur environnement de vie.



La militance à l'épreuve du contexte politique

Dans le communiqué de presse du Mouvement² qui accompagnait le lancement de notre campagne 2025, nous faisons clairement référence au contexte politique actuel et la nécessité pour nous de rester vigilant et militant : *« Alors que notre secteur voit son avenir mis en danger au nom de la défense d'un modèle de société basée sur la méritocratie et la rentabilité, Lire et Écrire lance une campagne qui vise à déconstruire les stéréotypes sur les personnes en situation d'analphabétisme. À travers 'Lire et Tracer', un documentaire qui donne la parole à deux d'entre elles, Marthe et Valérie, notre association réaffirme le droit de tous et toutes à se former, à trouver une place dans la société et à y faire entendre leur voix. »*

La direction d'une de nos régionales wallonnes dans le communiqué adressé à la presse locale³ allait dans le même sens : *« Ces récits illustrent à quel point l'alphabétisation est bien plus qu'un apprentissage : c'est une transformation sociale, citoyenne et humaine. L'alphabétisation n'est ni un luxe, ni un simple levier d'employabilité. Elle est un droit fondamental et un enjeu démocratique. La poursuite de nos actions est aujourd'hui directement menacée par des décisions politiques : réduction de la subvention CISP, refonte annoncée de la convention Région wallonne Alpha, incertitudes sur les financements européens après 2025...* Dominique Rossi, directeur de Lire et Écrire Wallonie Picarde

Ce contexte a donné lieu à des débats particulièrement animés autour de notre militance. Lors du visionnage du premier montage du documentaire, une scène a soulevé beaucoup de questionnements : la participation de Valérie à une manifestation de défense du secteur⁴. Alors que cette action témoignait de son travail en Éducation permanente - à savoir la thématique de l'accès aux droits politiques -, elle a été considérée comme délicate à rendre publique, dans un contexte où les injonctions politiques insistent fortement sur l'efficacité et la remise à l'emploi.

² <https://lire-et-ecrire.be/ABC-les-prejuges>.

³ Extrait issu du communiqué de presse de Dominique Rossi, Lire et Écrire Wallonie Picarde - campagne 2025.

⁴ Manifestation Nationale du Non-Marchand (22 mai 2025).

Prendre la parole et s'engager pas à pas

La participation de Marthe et Valérie à cette campagne était aussi significative de leur engagement militant. Valérie fait partie depuis plusieurs années du groupe campagne mixte (apprenant-es/travailleu-uses) qui au sein de sa régionale pense et construit les campagnes du Mouvement Lire et Écrire. Elle y occupe une place importante et son implication dans le documentaire en est un prolongement évident : « *Oui, c'est dans ce groupe que nous en avons parlé pour la première fois. Au départ, je ne savais pas si j'allais le faire et j'ai demandé l'avis de mon mari qui m'a encouragée. Le film est très réussi et y participer, ça m'a fait du bien car au moins il parle de nos problèmes. Et en même temps, Marthe comme moi, nous montrons ce que nous savons faire. Depuis, une chose a beaucoup changé dans ma vie, c'est que je ne me laisse plus faire. J'ai aussi envie de participer à toutes les activités au sein de Lire et Écrire. Par exemple le projet de donnerie à Houdeng⁵, que nous allons lancer et gérer au sein de la régionale, j'y travaille beaucoup.* »

Du côté de Marthe, la prise de risque induite à sa participation au documentaire a aussi été débattue et décidée en famille. Mais l'envie de Marthe de s'y impliquer n'a pas non plus été ni improvisée ni instrumentalisée. Celle-ci remonte à notre campagne de 2023 et à sa première participation publique dans le cadre du spectacle « Numérique mon amour »⁶. Cet engagement s'est construit petit à petit et prend aujourd'hui de plus en plus d'importance dans sa vie. Marthe multiplie les prises de parole et les actions de plaidoyer (avec la presse ou avec des responsables politiques par exemple en janvier 2025 au sein du parlement européen⁷). Dans le cadre de cette dernière campagne, il est évident pour elle, que sa présence lors des projections a aussi pour but de porter un message de militance. A une question posée par un apprenant liégeois le 16 septembre lors de la projection du documentaire au cinéma des Grignoux « *qu'est-ce*

⁵ <https://lire-et-ecrire.be/Marche-de-Noel-solidaire-invitation-a-tous-et-toutes>.

⁶ Thandiwe Cattier, Une pièce de théâtre itinérante pour dénoncer les dérives du tout numérique, *Journal de l'alpha* n°232, 1^{er} trimestre 2024, <https://journaldelalpha.be/une-piece-de-theatre-itinerante-pour-denoncer-les-derives-du-tout-numerique>.

⁷ <https://lire-et-ecrire.be/Droit-au-hors-ligne-Lire-et-Ecrire-et-ses-partenaires-au-Parlement-europeen>.

qu'on peut faire pour que le gouvernement (ou les politiques) prenne conscience des problèmes et des difficultés qu'on rencontre – comment on peut agir et faire changer les choses à notre niveau ? », Marthe a été claire... « mais je suis là justement pour ça ».

Des projections accompagnées de débats et d'appels à résister

Ce documentaire permettait, selon nous, d'ouvrir un espace de réflexions et de paroles sur ces sujets d'actualité en prenant diverses portes d'entrée. Nous pouvions l'utiliser comme l'amorce d'une discussion sur le temps de la formation, la recherche d'un emploi, les difficultés face au numérique, les tabous, etc...Plusieurs régionales l'ont exploité de cette manière⁸.

Lors de ces projections, des représentant-es des pouvoirs communaux (échevine de l'emploi, responsable de CPAS ; etc.) étaient présent-es et ont avancé plusieurs pistes de collaborations. De simples citoyen-es ou travailleur-euses (comme une sagefemme présente à la séance de Libramont), ont aussi témoigné de l'importance de parler de l'illettrisme des personnes scolarisées en Belgique pour adapter l'accueil en hôpital des jeunes mères d'origine belge. Elle disait ignorer complètement que ne pas savoir lire et écrire touchait aussi les personnes scolarisées dans notre pays.

A la Louvière, la projection du documentaire était accompagnée d'une exposition réalisée par les apprenant-es du groupe campagne mixte. Le point de départ de ce travail : leurs vies bousculées, les courriers de l'Onem, la peur du futur, la perte de leurs droits. En dessous des portraits photographiques accompagnés de textes hautement politiques (voir illustrations ci-dessous).

Une série d'invitations scéniques aussi avec des appels vibrants à résister. Lors de l'introduction de cette séance, la chargée de projet Éducation permanente de la régionale, Caterina Morabito, s'est clairement positionnée en ce sens : « *'Massacre à la Réformeuse' n'est pas seulement une exposition. C'est un témoignage vivant de ce que les réformes du gouvernement 'Arizona' font aux personnes*

⁸ Voir activités organisées sur l'ensemble de la Fédération Wallonie-Bruxelles : <https://lire-et-ecrire.be/Activites-dans-les-regionales-de-Lire-et-Ecrire-16534>.



Valérie

Moi, Valérie, j'ai 53 ans.
Je vis à La Louvière.

Depuis les nouvelles réformes,
je ressens que le gouvernement Arizona
est en train de construire un avenir incertain
pour nos enfants.

Oui, je suis au chômage,
mais je ne reste pas dans mon fauteuil.
Chaque jour, je me lève,
je vais en formation à Lire et Écrire,
28 heures par semaine.

Ce gouvernement m'effraie.
Il nous oblige à choisir
entre manger, se soigner
ou se faire plaisir.

Pour moi, apprendre à lire et à écrire,
c'est me débrouiller dans la vie quotidienne.
C'est exister.
C'est refuser d'être effacé.

J'ai peur de ne plus retrouver de travail,
à cause de mon âge.
J'ai peur de ne plus pouvoir
réunir ma famille autour d'un repas,
car le panier de la ménagère
est de plus en plus cher.

J'ai peur de devenir invisible.

Mais je veux qu'on se souvienne de moi
comme d'une femme qui aime rendre service,
comme d'une femme sociable,
vivante, debout,
malgré tout.

Nous ne sommes pas invisibles.

qui se battent pour apprendre et exister dans la société (...) Cette exposition illustre également une logique plus large : celle d'une politique qui instrumentalise la peur et la précarité pour imposer des choix économiques et idéologiques. Comme le souligne Naomi Klein⁹, ces « chocs » sont utilisés pour légitimer des mesures antisociales que personne n'accepterait autrement. Ici, c'est l'éducation et l'alphabétisation qui sont prises pour cibles. Mais à travers la colère transformée en portraits, la peur convertie en mots et la détresse métamorphosée en action collective, les apprenants montrent que résister est possible. L'éducation populaire devient un acte politique et citoyen, un moyen de reprendre le pouvoir sur sa vie et de protéger la démocratie. En refusant l'invisibilité, en affirmant leur existence et en construisant ensemble, ces hommes et ces femmes rappellent que la solidarité, la connaissance et l'émancipation ne sont pas des dépenses : ce sont des investissements pour toute la société. »

Luchino Paparella sur son rôle en tant que cinéaste a insisté sur l'importance de continuer à créer de nouvelles images, à donner naissance à un narratif qui casse les préjugés, surtout, face à un

⁹ Naomi Klein, *La stratégie du choc : La montée d'un capitalisme du désastre*, Actes Sud, 2008.

secteur culturel qui est attaqué de toute part : « *La pratique du documentaire est importante dans ce sens-là car elle peut générer des espaces comme celui-ci. Nous devons, nous, acteur·rices du secteur culturel continuer à créer une contre parole.* » Dans ce contexte, les différents « incidents » qui ont émaillé la vie du secteur associatif ces derniers mois, à la suite de prises de position jugées « trop politiques » par les autorités en place, ne doivent pas être minimisés. On peut ainsi rappeler les déclarations de Georges-Louis Bouchez qui remettait en cause le travail préventif de l'asbl Modus Vivendi au festival de Dour en 2025 en pointant une action ciblée de distribution d'outils¹⁰ sur le site en dénonçait les financements « colossaux » que l'asbl recevait de la Région wallonne et de la Région Bruxelles-Capitale, ou les critiques portées à l'encontre de la participation de l'asbl festival Esperanzah à une manifestation contre le gouvernement Arizona, participation perçue comme une prise de position politique partisane, estimant que l'action culturelle et associative devrait rester neutre. L'état qui se resserre autour de l'autonomie associative et sa liberté d'expression est clairement illustré dans la note de cadrage discutée actuellement au niveau du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles et qui prévoit le définancement d'associations (prétendument) liées aux partis politiques, dans les secteurs de l'Éducation permanente, de la jeunesse et des centres d'archives. La FESEFA, en tant que fédération représentative du secteur de l'Éducation permanente, a réagi rapidement et publié une carte blanche, parue dans *Le Vif* le 7 octobre 2025¹¹, pour alerter de ce danger potentiel contre notre démocratie. Les associations peuvent-elles encore jouer un rôle de contre-pouvoir - et pour combien de temps ?



¹⁰ Des pailles à sniffer distribuées en festival : Georges-Louis Bouchez s'offusque, <https://www.bruxelstoday.be/actualite/drogue-festival-paille-sniffer.html>

¹¹ FESEFA, Financement des associations : une atteinte à la démocratie en Fédération Wallonie-Bruxelles, <https://fesefa.be/financement-des-associations-une-atteinte-a-la-democratie-en-federation-wallonie-bruxelles>.



A force de
persévérance et
de détermination, un
front d'associations
et de Bruxellois
est parvenu à faire
changer la loi.

Depuis plusieurs années, Lire et Écrire Bruxelles milite pour améliorer l'accès aux droits, via la campagne "l'humain d'abord !" qui s'oppose au "tout-numérique" dans les services publics. Cet article détaille pourquoi et comment l'association, ses travailleurs et les personnes qui y suivent une formation en alphabétisation s'impliquent dans la défense de cette cause.

Face au "tout-numérique": militer pour l'accès humain aux droits

Daniel Flinker, Lire et Écrire Bruxelles

Partir des problèmes des gens

Les personnes analphabètes souffrent d'illectronisme¹. C'est la raison pour laquelle Lire et Écrire Bruxelles a intégré les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les formations en alphabétisation qu'elle dispense². Plus fondamentalement encore, depuis de nombreuses années, l'association a identifié le numérique, et la place croissante qu'il occupe dans nos vies, comme un véritable enjeu de société. En s'emparant de cette problématique, elle a créé une base et un cadre pour des actions collectives en la matière.

La fermeture des accueils physiques des services essentiels durant la pandémie de Covid-19 a fait office d'électrochoc. Elle a mis en

¹ Contraction d' "illettrisme" et d' "électronique", pour parler des difficultés rencontrées par des adultes avec le numérique.

² Voir : <https://www.alpha-tic.be>.

lumière un problème latent : les individus qui ont des difficultés avec le numérique ont de plus en plus de mal à accéder à leurs droits³. En étudiant le sujet de manière approfondie, Lire et Écrire Bruxelles a dressé plusieurs constats généraux. Les personnes analphabètes comptent parmi les premières victimes de la numérisation galopante de la société⁴. Et les professionnels chargés de l’alphabétisation deviennent, quant à eux, les intermédiaires entre leur public et les services digitalisés⁵.

Fin 2022, le projet d’ordonnance “Bruxelles numérique” du gouvernement bruxellois, ambitionnant de faire du digital le principal canal de communication entre les administrations et les citoyens, a fourni une occasion de se mobiliser.

Ce contexte a constitué le point de départ de la campagne “l’humain d’abord !”. Pour changer les choses et améliorer l’accès aux droits et aux services, l’institution d’alphabétisation, ses formateurs et ses apprenants se sont alliés à d’autres associations et à d’autres publics interpellés et submergés par la vague numérique⁶.

Agir avec les gens

Différents outils et activités ont été développés et mis en place pour stimuler l’implication des collègues et des apprenants, voire d’autres organisations et d’autres personnes, dans la campagne “l’humain d’abord !”, portée et organisée par Lire et Écrire Bruxelles.

³ Fondation Roi Baudouin, Baromètre Inclusion numérique 2024. Disponible sur : <https://www.calameo.com/read/001774295f8190a0f968e?authid=GjXuHcs7LcLj>

⁴ Iria Galván Castaño, *Les personnes analphabètes à l’épreuve de la dématérialisation des services d’intérêt général. La situation à Actiris, l’office régional bruxellois de l’emploi, 28 avril 2022.* Disponible sur : [https://lire-et-ecrire.be/Les-personnes-analphabetes-a-l-epreuve-de-la-dematerialisation-des-services-d-Iria Galván Castaño, L’accès des personnes analphabètes aux guichets : la situation dans sept administrations communales bruxelloises, décembre 2025.](https://lire-et-ecrire.be/Les-personnes-analphabetes-a-l-epreuve-de-la-dematerialisation-des-services-d-Iria-Galvan-Casta%C3%B1o,-L'acc%C3%A9s-des-personnes-analphabetes-aux-guichets:-la-situation-dans-sept-administrations-communales-bruxelloises,-d%C3%A9cembre-2025) Disponible sur : <https://lire-et-ecrire.be/L-acces-des-personnes-analphabetes-aux-guichets-la-situation-dans-sept>.

⁵ Justine Vleminckx et Martin Kern, *Le travail social face aux défis du numérique, in Les cahiers de la recherche d’action, n°16, octobre 2024.* Disponible sur : https://www.fdss.be/wp-content/uploads/2024_CRAC_PUB_Cahier-16_deq_A5_FR_V03.pdf.

⁶ Daniel Flinker, *De quoi la campagne contre l’ordonnance Bruxelles numérique est-elle le révélateur ?*, 5 mars 2024. Disponible sur : <https://lire-et-ecrire.be/De-quoi-la-campagnecontre-l-ordonnance-Bruxelles-numerique-est-elle-le>.

Créer des fiches pédagogiques

Afin que les formateurs en alphabétisation s'emparent des enjeux liés à la numérisation de la société et à l'exclusion sociale que ce phénomène génère, afin qu'ils soient en mesure de les partager avec leurs apprenants tout en développant un travail d'apprentissage de la langue, plusieurs fiches pédagogiques ont été réalisées par des travailleurs issus de différents services de Lire et Écrire Bruxelles⁷.

S'y trouvent par exemple des photos de services où le numérique est nécessaire (la commune, la gare, le fournisseur d'énergie...) ainsi que des phrases avec du vocabulaire et de la grammaire spécifiques ("j'ai besoin d'un guichet et d'un téléphone pour accéder à mes droits", "je veux un guichet ou un téléphone").

Récolter des témoignages

Des "cartons jaunes aux services communaux" ont été mis en circulation afin que les citoyens vulnérabilisés par le numérique puissent y noter (ou y faire noter dans le cas des personnes rencontrant des problèmes pour écrire) les difficultés qu'ils rencontrent pour accéder à leurs droits (prise de rendez-vous en ligne, problèmes pour utiliser les bornes dans les communes...)⁸. Dans le même ordre d'idée, des «habitants-testeurs» ont été dans plusieurs maisons communales pour tester l'accessibilité des différents services. Les résultats de ces enquêtes ont systématiquement été transmis aux autorités compétentes.

Organiser des manifestations

A plusieurs reprises entre 2022 et 2024, Lire et Écrire Bruxelles a organisé des rassemblements devant les maisons communales et le parlement bruxellois pour revendiquer l'ouverture de nouveaux guichets physiques dans les administrations de la capitale. A chaque fois, les apprenants en alphabétisation ont été conviés à venir manifester.

⁷ Deux fiches pédagogiques sur le sujet sont disponibles, ici : www.alpha-tic.be/sensibilisation-a-la-mobilisation-contre-le-projet-de-bruxelles-numerique et ici : www.alpha-tic.be/sensibilisation-a-la-mobilisation-contre-le-digital-par-default.

⁸ Iria Galván Castaño, Carton jaune aux services communaux : 156 avertissements d'exclusion, 4 septembre 2025. Disponible sur : <https://lire-et-ecrire.be/Carton-jaune-aux-services-communaux-156-avertissements-d-exclusion>.

Plus fondamentalement même, et en cohérence avec les enjeux de l’alphabétisation populaire, ce sont les apprenants eux-mêmes qui ont organisé certains aspects de ces événements.

Ils ont ainsi pris une part non négligeable dans le travail de mobilisation. Ils ont cherché à convaincre d’autres apprenants à venir. Ils ont mobilisé leur entourage avec des messages vocaux. Ils ont averti leurs voisins et les autres habitants de leur commune en collant des affiches dans les commerces du quartier et en distribuant des tracts au marché.

Certains apprenants ont aussi préparé des prises de parole à faire en public. Lors de rassemblements réunissant plusieurs centaines de personnes, ils ont témoigné de leurs difficultés avec le numérique (“Quand on téléphone, il faut appuyer 1, 2, 3. Et alors, le téléphone se met à chanter. Après, la carte prépayée est vide.”), ils ont formulé des revendications et ont scandé des slogans (“Nous voulons du respect ! Nous voulons des guichets !”)⁹.

Participer à des ateliers “pancartes”

En amont de ces actions collectives, des ateliers de création de pancartes et de slogans ont été organisés dans les centres d’alphabétisation, afin que les apprenants puissent exprimer leurs principaux griefs et doléances de façon originale, voire artistique.

Se donner les moyens de ses ambitions

Pour obtenir des résultats, la campagne “l’humain d’abord !” a dû rassembler beaucoup de monde. Seuls, les personnes analphabètes et leurs soutiens auraient sans doute eu du mal à être entendus. Mais en étant les moteurs d’un mouvement protéiforme de grande ampleur, ils ont réussi à créer un rapport de forces en leur faveur. Et ils ont démontré que défendre les droits des analphabètes permet de défendre les droits de tout le monde.

⁹ Voir par exemple la vidéo : [Les Bruxellois-e-s disent non à Bxl numérique](https://www.youtube.com/watch?v=jMQdK2bSZns). Rassemblement du 18 avril 2023 à Anderlecht. Disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=jMQdK2bSZns>.

A force de persévérance et de détermination, un front d'associations et de Bruxellois est parvenu à faire changer la loi¹⁰. Grâce à la mobilisation citoyenne, toutes les administrations régionales et communales à Bruxelles doivent désormais être accessibles via quatre canaux : le numérique mais aussi le guichet, le téléphone et le courrier postal¹¹.

De nouveaux combats en perspective

La campagne "l'humain d'abord !" est désormais confrontée à deux nouveaux défis.

Premièrement, force est de constater que l'ordonnance "Bruxelles numérique" n'est pas appliquée sur le terrain. Les administrations communales ne la respectent pas et ne proposent pas systématiquement le guichet, le téléphone et le courrier postal pour communiquer avec elles. Le secteur associatif et des citoyens ont donc décidé de continuer le combat pour obtenir des changements réels, pour que l'accès aux droits soit concrètement amélioré. Dans sept communes bruxelloises (dont Anderlecht, Saint-Gilles, Ixelles, Molenbeek et Schaerbeek où sont installés les centres d'alphabétisation de Lire et Écrire Bruxelles), des associations soutenues par leur public se sont coalisées pour pousser les autorités locales à respecter la loi¹².

Deuxièmement, une loi fédérale et un décret en Fédération Wallonie-Bruxelles relatifs à l'accessibilité des services publics sont en cours d'élaboration. Le projet défendu au niveau fédéral est problématique car il ne garantit non pas trois canaux d'accès non numérique mais seulement un. Le mouvement Lire et Écrire a lancé l'alerte et des centaines d'associations actives dans toute

¹⁰ Décret et ordonnance conjoints de la Commission communautaire française, la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune relatifs à la transition numérique des autorités publiques, MB 21 février 2024. Disponible sur : https://etaamb.openjustice.be/fr/decret_n2024001474.

¹¹ Edwina Taylor, *Le droit à un contact humain dans l'administration numérique*, 16 décembre 2025. Disponible sur : <https://www.uclouvain.be/fr/instituts-recherche/juri/cedie/news/taylor-novembre2025>.

¹² Lire et Écrire Bruxelles, *L'humain d'abord : participez aux actions pour améliorer l'accès aux communes*, 20 novembre 2025. Disponible sur : <https://lire-et-ecrire.be/L-humain-d-abord-participez-aux-actions-pour-ameliorer-l-acces-aux-communes>.

la Belgique ont adressé une lettre ouverte à la ministre fédérale chargée du dossier pour critiquer son texte¹³.

“Quand on a manifesté, on a réussi à changer la loi à Bruxelles. Mais pour l’instant, ça n’a rien changé dans notre vie de tous les jours. On veut recommencer à manifester !”... Au moment où ces lignes sont écrites, apprenants et travailleurs de Lire et Écrire Bruxelles continuent à militer. Ils sont en train de préparer de nouvelles actions pour forcer tous les niveaux de pouvoir du pays à améliorer l’accès aux droits.



¹³ Collectif, Lettre ouverte à la ministre Vanessa Matz, pour garantir l'accès humain aux services publics, 28 janvier 2026. Disponible sur : <https://lire-et-ecrire.be/Lettre-ouverte-a-la-ministre-Vanessa-Matz>.



Les prises de parole vont concerner les coutumes matrimoniales, la condition de l'épouse en Turquie, puis, peu à peu, s'étendre à des questionnements sur la condition de la femme dans le monde.

En 2021, nous avons rencontré l'association Eyad¹ pour parler d'un projet d'écriture mené avec un groupe de femmes turques. Un projet qui s'était rapidement transformé en une prise de parole autour de la question de la condition des femmes. Aujourd'hui, comment cette envie d'expression militante a-t-elle évolué ? C'est que nous avons voulu savoir, en retournant voir une des animatrices du projet, Pascale Missenheim.

Créer et façonner des espaces de liberté féminine

Sur base d'une rencontre avec Pascale Missenheim,
Animatrice Éducation Permanente et formatrice FLE, Eyad asbl.
Mis en forme par Cécilia Locmant, Lire et Écrire
Communauté française

Comme nous l'explique Pascale, le projet initial avait rassemblé uniquement des femmes belgo-turques et turques ce qui n'est pas représentatif des groupes qui sont habituellement beaucoup plus mixtes : « *A l'époque, on avait volontairement rassemblé des femmes arrivées par mariage en Belgique pour leur offrir un espace de réflexion en dehors de leur cercle familial. L'idée était de revisiter les motifs classiques du conte populaire : le mariage, l'interdit, la figure du prédateur, etc. Les animatrices voulaient voir dans quels voyages ces femmes turques s'étaient lancées, avec quelles ressources,*

¹ Eyad est une association de cohésion sociale et d'Éducation permanente active sur le territoire de Bruxelles depuis une trentaine d'années et qui propose des cours de français, une école de devoirs et de nombreuses activités socio-culturelles. Voir : <https://eyadasbl.be>

quelles difficultés et quelle était la place qu'elles laissaient dans leur famille et en elles à la figure du prédateur qui pouvait être le père, le mari, la belle-mère, le cousin, etc... ». Pour une fois, dans un groupe, on les autorisait aussi à s'exprimer en français et en turc car deux des quatre animatrices pouvaient traduire leurs propos en français. Eyad voulait faire « un conte de femmes de la petite Anatolie », car on surnomme ainsi ce quartier de Saint-Josse-Ten-Noode où il y a beaucoup de personnes immigrées de cette origine.

Enfin, pas d'atelier d'écriture, mais des débats très animés !

Rien ne s'est passé comme prévu, le conte n'a pas été écrit et la parole a envahi l'espace de formation : « *C'était un peu casse-tête au niveau de la prise de parole entre participantes parlant, bien ou moins bien, en français ou en turc. Les débats s'enflammaient* », raconte Pascale. Les prises de parole vont concerner les coutumes matrimoniales, la condition de l'épouse en Turquie, puis, peu à peu, s'étendre à des questionnements sur la condition de la femme dans le monde. C'est dans ce contexte que les animatrices rassemblent des phrases prononcées par les participantes pour en faire le cœur d'un nouveau projet :

Pourquoi est-ce que mon histoire n'est pas un conte de fée ?

Pourquoi j'ai mon cœur gros et fermé ?

Pourquoi le bonheur est taché de sang ?

Pourquoi tout ce qui est interdit est attirant ?

Pourquoi on nous raconte que les femmes sont dépendantes, prêtes à être croquées par le loup, puis sauvées par le chasseur ?

Pourquoi on montre toujours la femme comme faible plutôt que forte ?

Pourquoi je me sens forte en Turquie et toute petite en Belgique ?

Pourquoi je suis partie à l'aveuglette sans rien connaître, sans rien savoir ?²

² Voir aussi l'article Louise Culot, « *Bir varmis bir yokmus* », Il était une fois, il n'était pas une fois dans le quartier de la Petite Anatolie, *Journal de l'alpha* n°220, 1^{er} trimestre 2021, p.37, <https://lire-et-ecrire.be/Journal-de-l-alpha-220-Emancipation>.

Ces courts textes qui existent en version bilingue ont fait l'objet d'une première présentation à Eyad (dans le cadre de la semaine du genre de Saint-Josse-ten-Noode) sous forme de textes collectifs intitulés « Pourquoi ?/ Neden ? (en turc) ». Pascale se souvient que ces textes n'ont pas été bien accueillis par certaines personnes issues de la communauté turque de Saint-Josse-Ten-Noode mais que cette confrontation a conforté le groupe dans son cheminement. Les participantes disaient se reconnaître et assumer ces textes pourtant elles n'allaient pas encore beaucoup plus loin dans leur réflexion. Elles avaient peu ou pas du tout de conscience féministe et leur représentation de ce mouvement se limitait aux « Femen³ » qu'elles considéraient comme des femmes provocatrices qui manifestaient souvent seins nus afin d'attirer l'attention sur les droits des femmes. Et c'est à partir de ces constatations que les animatrices ont commencé à travailler la question du statut des femmes. Pascale explique : « *On leur disait 'ok tu dis que tu n'es pas féministe, mais tu es une femme pourtant !'. Ce à quoi elles rétorquaient souvent 'Oui, mais nous, les femmes turques, ce n'est pas la même chose. Ce n'est pas comme ça chez nous'* ». Alors les animatrices leur ont parlé du droit de vote des femmes en Turquie (1938) qui était antérieur à celui des femmes belges (1948) et on a commencé à établir une ligne du temps comparative des acquis des femmes en Turquie, en Belgique et puis ailleurs dans le monde pour qu'elles se rendent compte que des débats avaient lieu déjà depuis très longtemps sur ces questions aussi dans leur propre pays. C'est à ce moment que ces femmes, en parallèle à leurs recherches, se sont mises à la céramique et ont créé des plaques à l'effigie des femmes turques pionnières dans les domaines de la justice, de l'éducation, de la politique, des arts, etc... Pascale, elle-même céramiste, les a accompagnées dans ce travail, disposant dans les locaux d'Eyad de deux fours permettant de mener jusqu'au bout ce processus de création.

³ Femen est un groupe féministe d'origine ukrainienne, fondé à Kiev en 2008 qui s'est fait connaître internationalement en organisant des protestations publiques dans lesquelles ses militantes s'exposent fréquemment seins nus avec des slogans écrits sur le corps, dans le but de défendre les droits des femmes.

Aujourd'hui, cet élan se poursuit avec deux groupes différents de Saint-Josse-Ten-Noode (un groupe en alphabétisation de la Maison de la famille, un groupe de FLE de l'AFBT (Association féminine belgo-turque) et prend des nouveaux développements, comme par exemple, la découverte de personnalités-femmes inspirantes de tous les pays. « On avait envie d'aller à la découverte d'autres cultures, et cette fois on ne pouvait plus trouver la première femme ingénieur, journaliste ou médecin dans le monde, alors on a décidé de définir des catégories : « Violence-patriarcat », « jeunes militantes », « courage-résistance », « minorité-minorisée », « savoir spolié », « politique droit », « écologie-survie », « instrumental-manipulées », exprime Pascale. L'idée était de trouver une tête d'affiche de femmes mises à l'honneur dans chaque section.



Actuellement, le projet se poursuit par la découverte d'autres personnalités de femmes qui s'ajoutent à celles déjà répertoriées. Ce travail de recherche se fait sur internet mais aussi lors de visites à la bibliothèque communale de Saint-Josse-Ten-Noode qui dispose du fond spécial 'Bibliothèque en tout genre' (BTGE) de plus d'un millier d'ouvrages sur les questions de genre et de lutte contre les stéréotypes sexistes⁴. Eyad projette de présenter ces nouvelles réalisations en juin 2026 lors d'une performance de participantes (projection et lecture de textes) au Théâtre de la Vie à Saint-Josse-Ten-Noode. Les groupes préparent aussi un montage (céramique - son) qui sera déjà présenté lors de la journée de lutte pour les droits des femmes le 8 mars 2026.

Les points forts du projet

Pour présenter le projet aux nouveaux groupes, Pascale ne parle pas directement du travail de la céramique, ni de celui de l'écriture collective, mais utilise d'autres moyens... « *On a organisé des expos où il y avait pas mal d'informations écrites, et c'est vrai que les gens les survolent, ils n'y font pas très attention, mais à partir du moment où on organise des expos où les participantes racontent aux visiteurs et visiteuses ces histoires de femmes, c'est de là que vient l'accroche.* » Ce type de rencontres qui mettent au centre le portrait, l'expérience de vie, le témoignage touchent énormément le public. Elles s'accompagnent aussi d'échanges sur certaines pionnières présentées pour apporter des nuances et ne pas tomber dans la propagande pure et dure. Il y a, par exemple, certaines pionnières qui ont réussi car elles appartenaient à une communauté privilégiée ou d'autres qui ont été instrumentalisées. La première astronaute était russe, mais toutes les femmes russes ont-elles acquis l'égalité ? Ces contextes sont explicités. Pascale cite le cas de cette pharaonne Hatchepsout dont le règne a failli être effacé par la volonté de son successeur qui avait fait enterrer toutes les statues la représentant. Heureusement, le temple qu'elle avait fait bâtir lui a permis de traverser le temps jusqu'à nous.

⁴ <https://bibliothequedesaintjosse.com/la-bibliotheque-en-tous-genres>.

Pascale pense également que travailler la céramique en menant correctement toutes les étapes de fabrication y compris la mise en couleur via la cuisson des émaux est un atout. Si elle compare cette discipline avec la peinture, elle constate qu'elle donne souvent de meilleurs résultats : « *En peinture, on peut avoir quelques pépites avec des personnes qui ont une approche parfois étonnante de la couleur mais c'est quand même assez rare. Par contre, avec la céramique, le résultat final est toujours beau. Et ce sont vraiment les participantes qui mènent l'ensemble des étapes et deviennent ensuite les détentrices finales de leurs créations.* »

Et les freins ?

Ces débats sur le statut des femmes ont des limites, et Pascale en a conscience. « *On arrive à aborder ces combats dans le cadre des droits humains. Oui, les femmes ont les mêmes droits que les hommes. Et elles défendent ce principe surtout au sein de leur famille car elles voient que les choses bougent, que leurs propres enfants se libèrent et qu'ils sont plus heureux et moins victimes des carcans imposés par les traditions familiales ou sociétales* ». Pourtant, toutes sont loin de trouver des espaces de militance face au poids communautaire. Ces femmes, par exemple, ne votent pas en fonction de leurs envies, mais très souvent en se calquant sur les décisions de leur mari. Elles sont aussi freinées dans leur élan d'émancipation par la vision conservatrice du statut de la femme qui leur est renvoyée par les nombreuses chaînes turques qu'elles consomment quotidiennement. Ces programmes 'ronron' comme les appelle Pascale leur font vivre leur vie par procuration et les privent de tout esprit auto-critique. A l'heure actuelle conclut Pascale, il est aussi impossible de pouvoir parler ensemble de combats féministes sur les questions de genre. « *C'est très difficile de leur parler du droit et du désir à aspirer à un autre genre que celui avec lequel elles sont nées. C'est comme avec la nudité, ça reste tabou. Elles ne peuvent pas aller plus vite pour franchir ces étapes. Elles sont prêtes à un moment donné et les réflexions menées en ateliers ne sont que des graines semées...sur ce chemin.* »



Nous avons
besoin de
contact humain

ON VEUT
UN GUICHET
OUVERT
ON VEUT
UN RENDEZ-
VOUS
FACE À FACE

Nous avons
besoin de
contact humain

NOUS
GUICHETS
OUS NE
AS
IL V

Ma résistance,
c'est redonner du
sens collectif à nos
actions en dehors
des injonctions
venant des politiques
publiques.

Militante de l'éducation populaire, formatrice en alphabétisation engagée du monde associatif, Ourida Farhi défend depuis plus de vingt ans le droit à la langue comme un droit fondamental. À travers son parcours, elle interroge le militantisme, les conditions d'accueil des personnes migrantes et les tensions croissantes qui traversent le secteur associatif français.

« Je ne voulais pas seulement former, je voulais défendre les droits des personnes étrangères pour améliorer leurs conditions d'existence »

Rencontre avec Ourida Farhi, formatrice et coordinatrice à Culture et Liberté, Lille. Interview par Aurélie Leroy, Lire et Écrire Communauté française

Comment es-tu devenue militante et qu'est-ce que cela signifie pour toi ?

Le terme « militantisme » provient du vocabulaire de la doctrine politique militaire. Être militante, c'est prendre les armes, se mobiliser, lutter. C'est être dans une forme d'engagement collectif pour une cause, qu'elle soit sociale, politique, associative ou syndicale.

De mes 15 ans jusqu'à mon entrée à l'Université, je me suis engagée dans les mouvements d'éducation populaire comme l'Association

Catholique des Enfants¹ et la Jeunesse Ouvrière Chrétienne². Nous nous rencontrions entre jeunes des quartiers populaires pour réfléchir et s'investir dans des projets communs pour plus de justice et de solidarité.

J'ai ensuite travaillé comme institutrice dans l'enseignement maternel et primaire pendant 8 années. A la fin de cette période, j'ai repris des études en Sciences de l'Éducation et de la formation des adultes au Centre Universitaire d'Économie et d'Éducation permanente. Je participais, à l'époque, à la défense de la culture et des intermittents dans des petites associations culturelles et environnementales. Au cours de mes études, j'ai fait du bénévolat en accueillant à la fin des années 90 des réfugiés russophones de l'ex-URSS. Ces derniers avaient un diplôme de niveau secondaire ou supérieur. J'ai mis en place des groupes en Français langue étrangère. En m'engageant dans cette voie, j'ai coordonné une action répondant aux besoins d'apprendre la langue auprès d'une population sans droits. A l'époque, le responsable pédagogique avait porté cette action au niveau de la politique de la ville et obtenu une subvention, ce qui m'a permis de me professionnaliser. Je suis devenue ainsi salariée et formatrice en alphabétisation à Culture et Liberté³, association d'éducation populaire. Les formations d'alphabétisation s'adressent aux personnes qui n'ont pas été ou peu scolarisées dans leur pays d'origine⁴. En tant que française d'origine kabyle, j'ai découvert ma part d'étrangère et suis devenue sensible à l'histoire des conditions d'accueil des immigré-es. Je ne voulais pas juste être formatrice linguistique pour répondre aux besoins des personnes dans les démarches administratives et les actes de la vie quotidienne. Je voulais militer, défendre leurs droits pour améliorer leurs conditions d'existence, pour qu'elles prennent conscience de leur environnement et accèdent à leurs droits.

¹ Voir : www.ace.asso.fr.

² Voir : <https://joc.asso.fr/la-joc-cest-quoi>.

³ Voir : www.culture-et-liberte.asso.fr.

⁴ En France, l'illettrisme se distingue de l'analphabétisme. Les actions contre l'illettrisme concernent les personnes qui ne maîtrisent pas la lecture, l'écriture, le calcul après avoir suivi leur scolarisation en France.

Quels droits défends-tu au travers de la formation en alphabétisation ?

Nous revendiquons le droit à la langue auprès d'un public très éloigné de la formation au niveau économique et des critères de sélection. Ce droit a été soutenu par les politiques locales. Depuis, j'accompagne les apprenants au passage d'un diplôme en langue française du niveau A1 à B2 du Cadre européen commun de référence pour les langues⁵. Nous nous opposons à la succession des lois sur les conditions de plus en plus restrictives d'accueil des nouveaux migrant-es. Depuis le 1er janvier 2026, le niveau B2 est requis pour obtenir la nationalité française, le B1 pour un certificat de résidence de 10 ans, et le A2 pour une carte de séjour. Avant, le niveau B1 suffisait pour être naturalisé, ce qui me semblait déjà très exigeant. Apprendre une langue prend du temps. Certaines personnes ont besoin de deux ans, d'autres de beaucoup plus. J'ai des apprenant-es présent-es depuis dix ans. Dans mes rapports, je ne justifie pas seulement avec des chiffres et des tableaux Excel : j'explique que l'apprentissage linguistique permet l'accès aux droits culturels et à l'émancipation. Or les pouvoirs publics attendent des groupes rapidement formés et un fort turnover.

Militer, c'est revendiquer le droit à la langue, mais aussi travailler sur les droits des femmes, des citoyen-nes, des parents, sur les représentations sociales, sur les injustices. Avec mes groupes, nous abordons l'histoire des droits et de leur accès. Ces discussions font émerger des points de vue très différents : par exemple certaines femmes considèrent le travail comme une injustice, estimant que leur rôle est d'élever leurs enfants et d'autres non. Tout le monde n'a pas la même vision des injustices, les mêmes représentations sociales du rôle de la femme.

J'ai mené en 2022 un travail de portraits de femmes avec un groupe d'apprenantes car j'ai réalisé que, chez les femmes immigrées, il y avait souvent une césure forte entre leur vie d'avant et leur vie future. Beaucoup sont comme suspendues dans l'attente : un logement, des papiers, une stabilité. Le présent semble ne pas exister.

⁵ Les niveaux de langues sont explicités ici : www.coe.int/fr/web/common-european-framework-reference-languages/table-1-cefr-3.3-common-reference-levels-global-scale.

À travers ces « portraits révélés », je leur ai demandé de puiser dans leur passé : quels savoir-faire, quels talents peuvent être transmis à leurs enfants et donner du sens à leur vie aujourd'hui ? Beaucoup exerçaient un métier dans leur pays d'origine. Grâce à la reconstitution des éléments essentiels de leur histoire, l'une d'elles a acquis la confiance nécessaire pour obtenir son permis de conduire, valider un niveau DELF (diplôme d'études de langue française) malgré les oppositions initiales internes et externes (les interdits sont en elles aussi).

Ton public est-il militant, en posture de lutter pour ses droits ?

Non, pas au sens classique du terme. Il y a beaucoup de peur. Militer, c'est se rendre visible, et pour des personnes en situation administrative précaire, c'est risqué. Participer à des manifestations est très compliqué pour eux : ils craignent les arrestations malgré qu'ils soient accompagnés par les associations. Depuis le début de l'année, dans le Nord de la France, il y a eu plusieurs interventions policières et des reconductions en centre de rétention.

Nous travaillons néanmoins sur la prise de conscience citoyenne, politique et culturelle notamment à travers des podcasts sur le racisme et les discriminations, en partenariat avec la Ligue des droits de l'Homme.

Quelle place a le travail en réseau dans vos actions de militance ?

Il est important. Nous travaillons souvent avec notre réseau d'associations. À la suite d'une rencontre avec des partenaires européens en 2001/2003 consacrée à la comparaison des conditions d'accueil des personnes migrantes et sur l'accès aux droits politiques des populations extracommunautaires, nous avons engagé, au sein de Cultures et Liberté, une réflexion approfondie sur nos propres pratiques d'accueil. L'enjeu était de répondre aux besoins du public au-delà de la seule formation linguistique. Certain-es apprenant-es perdaient leur logement et se retrouvaient à la rue ; nous les orientions alors vers notre réseau associatif pour un accompagnement plus global.

Je travaille avec les centres sociaux lillois depuis 2001. Ces structures d'éducation populaire, implantées dans les quartiers populaires de la ville et polysubventionnées par la Ville de Lille, l'Etat et les collectivités territoriales ont pour mission de répondre aux besoins des habitants : soutien à la parentalité et à la scolarité, ateliers sociolinguistiques, repair-café, actions autour de la santé, de l'environnement, et bien d'autres initiatives.

Quel regard portes-tu sur la militance actuelle au sein du secteur associatif ? As-tu observé certaines évolutions ?

Nous sommes dans une crise. Nous nous sommes mobilisé-es avec notre réseau, pour défendre les centres sociaux qui sont en difficulté financière. On se mobilise sur la mort des associations, sur la baisse des subventions publiques. Il y a de plus en plus d'associations qui ferment en France. La part des subventions publiques dans les ressources des associations a chuté de 40% entre 2005 et 2020⁶. De nombreuses associations se sont tournées vers une logique marchande. Nous répondons aux injonctions des financeurs au travers des appels à projets⁷ qui nous mettent de plus en plus en concurrence avec les autres associations. C'est une logique comptable, une gestion aride, qui ne donne pas sens à la créativité, à nos actions. En octobre, le Mouvement associatif⁸, qui rassemble près de 700 000 associations, a mené près de 300 actions sur le territoire français pour défendre le secteur⁹. Mais comment résiste-t-on quand on est dans la survie ? C'est de plus en plus difficile, nous perdons des forces

⁶ Martin Bobbel et Dominique Joseph, *Financement des associations : face à la baisse des subventions*, le Conseil Economique et Social lance l'alerte, 28 mai 2024, www.lecese.fr/presse/communiques/financement-des-associations-face-la-baisse-des-subventions-le-cese-lance-lalerte.

⁷ Le financement associatif en France a subi de profondes transformations ces dernières années. Sous la pression des normes de gestion (issues des interprétations du droit européen), la subvention a été massivement remplacée par l'appel à projets. L'association ne propose plus, elle répond à un cahier des charges et se retrouve en concurrence avec d'autres associations. Voir : <https://sep-uns-a-education.org/subventions-a-leducation-populaire-la-fin-dun-modele>.

⁸ Ce mouvement défend les enjeux de près de la moitié des associations en France, actives dans différents domaines (sport, jeunesse, droit international, éducation populaire, sanitaire, social...). Le monde associatif français compte 20 millions de bénévoles et 1,8 million de salariés.

⁹ Voir : <https://reporterre.net/Ca-ne-tient-plus-les-associations-au-bord-du-gouffre-financier>.

vives... Lorsque les subventions sont en perte de vitesse, nous avons tendance à nous incliner davantage. La gestion, la justification par des chiffres, des résultats devient importante. Ma résistance, c'est redonner du sens collectif à nos actions en dehors de ces injonctions.

Comment vois-tu le travail associatif et militant de demain ? Quelles actions et causes te tiennent à cœur de défendre demain ?

Au-delà des conséquences des pertes de subventions de la part de nos pouvoirs publics, nous pouvons remettre en cause nos pratiques de formation et de sensibilisation de notre public. Je connais une association « Intermèdes Robinson »¹⁰ qui fait de la Pédagogie sociale dans la rue au cœur des quartiers avec les gens du voyage. Les salarié·es et bénévoles organisent des animations dans les quartiers, ils et elles vont chercher leur public. Ils et elles forment sur les lieux de vie des personnes en difficulté de lecture et d'écriture. Nous devrions davantage, en tant qu'association d'éducation populaire, se diriger vers ces formes d'engagement. Mais c'est compliqué car nous sommes tenu·es, administrativement parlant, à ce que les lieux de formation soient fermés physiquement : avec une table, des chaises, un crayon...

Nous souhaitons continuer à résister afin de faire évoluer les lois sur l'accueil et le droit des personnes étrangères au travers des actions culturelles et de la reconnaissance des leurs compétences qu'elles ont acquises tout au long de leur vie. Pour certaines, cela passe par l'engagement bénévole, le courage de prendre part à la vie sociale et culturelle ; témoignant ainsi de leur volonté de séjourner durablement sur le territoire français.

Nous avons fait récemment un appel au Conseil d'Etat avec le Secours populaire et d'autres associations contre l'élévation du niveau des tests de français prévus par la « loi immigration » du 26 janvier 2024 pour les citoyens non-européens qui souhaitent s'installer plus durablement sur le territoire français¹¹. Pour la carte

¹⁰ Voir : www.intermedes-robinson.org et www.laurent-ott-formations.org.

¹¹ Les candidats doivent également passer un test civique. Ce test civique, qui est informatisé désormais, comprend une série de questions à choix multiples sur les droits et devoirs de la vie en France, le système institutionnel et politique, les principes et les valeurs de la république, etc. Un taux de 80% de bonnes réponses est exigé.

de séjour pluriannuelle de 2 à 4 ans, il faut désormais atteindre le niveau A2 (comprendre des phrases isolées, communiquer sur des tâches simples) au lieu du niveau A1 (comprendre des énoncés très simples, se présenter). Pour un titre de résident (séjour de 10 ans), le niveau B1 (parler de façon cohérente, raconter un événement, etc.) est exigé en place du niveau A2. Et pour la nationalité française, la personne doit atteindre le niveau B2 c'est-à-dire pouvoir désormais comprendre des textes complexes, argumenter et s'exprimer de façon spontanée et détaillée sur de nombreux sujets. C'est un niveau difficile. Pour celles et ceux qui ont un emploi et qui vivent en France depuis des années, cette nouvelle exigence pourrait avoir un impact significatif sur leur avenir...S'ils n'arrivent pas à atteindre le niveau dans les 3 ans, ils et elles peuvent devenir expulsables. Et le nombre d'heures données est en baisse, fautes de financements suffisants. Il y a eu un reportage fait par France 2 sur le sujet. Les journalistes ont fait passer le test de français de niveau B2 (candidats à la naturalisation) à dix volontaires qui ont suivi des études supérieures et universitaires en France. La moitié des personnes ont échoué à l'épreuve écrite mais ont compensé à l'épreuve orale. Deux d'entre eux ont échoué et n'ont pas obtenu leur propre nationalité¹²....

Moi, je continuerai de défendre le droit des étrangers par le droit à la langue. C'est ma condition d'être humain pour les droits communs et culturels aujourd'hui.



¹² France 24, Nouvelle loi immigration : polémique sur le niveau français exigé pour les tests de français, www.youtube.com/watch?v=nXimESI0mQo.



Loin d'être neutre,
la recherche-action
est nourrie par un
engagement qui vise
l'émancipation, la co-
production des savoirs
et la transformation
sociale des territoires
ruraux.

À partir de l'expérience de l'association française d'éducation populaire La Brèche, ce texte explore la recherche-action comme un outil d'émancipation et levier de transformation sociale. Ancrée dans les territoires et nourrie par les engagements de celles et ceux qui y agissent, la recherche-action y apparaît non comme une fin académique, mais comme un moyen politique de co-produire des savoirs, de renforcer le pouvoir d'agir des habitant·es et de participer activement à la fabrique du commun en rural.

La recherche-action comme mode d'engagement politique associatif

Jean-Marie Perrinel, avec l'appui à l'écriture d'Ida Legagneur, Céline Champouillon et Florent Brun
Association La Brèche, Auvergne, France

La Brèche est une association d'éducation populaire, créée en 2012, entre Haute-Loire et Puy de Dôme (Auvergne, France), pour « œuvrer à un monde rural vivant, accueillant, ouvert, peuplé. Elle poursuit des buts de développement social, culturel et économique ; de partage de la culture, de l'éducation et des savoirs ; de développement de l'autonomie d'action des individus et structures collectives ; d'approfondissement de la démocratie locale, de lutte contre les injustices, les inégalités et les préjugés¹.

¹ Article 2 des statuts de l'association la Brèche.

Pour atteindre ces buts, l'association mobilise différentes manières de faire et diverses démarches, dispositifs et outils de l'éducation populaire : ateliers d'écriture, arpentage, récits de vie, enquêtes participatives, choeurs de lecteur-rices... qui mobilisent et engagent les bénévoles et les salarié-es de manière différente et renouvelée.

La recherche-action fait partie de ses modalités d'agir et de penser. Elle est « *une démarche et une méthodologie de recherche scientifique qui vise à mener en parallèle et de manière intriquée l'acquisition de connaissances scientifiques et des actions concrètes et transformatrices sur le terrain* »².

Dans les activités de la Brèche, la recherche-action est mobilisée de différentes façons et à diverses échelles. En effet, la Brèche est partie prenante de plusieurs réseaux et coordinations associatives, notamment le réseau des Créfad³, qui s'inscrit dans une filiation du mouvement Peuple et Culture⁴.

La recherche-action en milieu associatif est un moyen, et non une fin en soi, au service d'un projet politique. Il s'agit d'une modalité d'action et de pensée en perpétuel mouvement comme l'illustrent les exemples concrets et les projets en cours de déploiement décrits ci-dessous.

Des dynamiques collectives de recherche-action inter-associatives

Dès sa création, l'association la Brèche s'est impliquée dans des réseaux et coordinations inter-associatives. Le travail en réseau constitue un investissement revendiqué, une façon de faire qui nous permet notamment de questionner notre travail à la lueur des expériences d'autres, de nous bousculer.

² Collectif, *Recherche-action participative. Des/accords entre universitaires et associatifs*, Éditions Créfad documents, 2025, p.103.

³ Le Réseau des Créfad coordonne 16 associations d'éducation populaire qui œuvrent en réseau pour construire et agir ensemble. Voir : <https://reseaucrefad.org>

⁴ Peuple et Culture est un mouvement d'éducation populaire créé en 1945, fonctionnant en unions d'associations locales pour promouvoir l'émancipation individuelle et collective par la culture. Voir : <https://peuple-et-culture.org>.

Ainsi, au sein de ces réseaux inter-associatifs, des recherches-actions sont initiées et l'association la Brèche est impliquée dans certaines de ces démarches.

Questionner la transmission agricole avec les personnes concernées...

Entre 2018 et 2021, l'association la Brèche a été partie prenante, au sein du Celavar⁵ Auvergne-Rhône-Alpes, d'une démarche d'étude et de recherche sur les transmissions agricoles⁶. Un partenariat a été constitué à l'échelle du Massif central pour mener à bien cette recherche-action et se projeter chacun-e et ensemble dans des suites possibles.

Cette recherche-action a d'emblée posé ce principe : elle part du terrain et se dirige vers le terrain. « *Dans notre démarche d'étude et de recherche, l'action est à la fois un préalable (c'est à partir de constats de terrain que se construisent les questions de recherche), une manière de faire (l'équipe de recherche est constituée d'acteurs de terrain qui deviennent, le temps de l'étude, des acteurs-chercheurs), et une conséquence de l'étude car nous avons des enjeux à expérimenter les conclusions et préconisations pour agir sur nos terrains* »⁷.

L'enjeu était bien de faire équipe entre chercheur-euses et acteur-rices associatifs engagé-es auprès d'entrepreneur-euses et paysan-nes qui souhaitent transmettre leur entreprise, leur ferme.

Les personnes concernées par le problème (ici celles et ceux qui transmettent ou reprennent des entreprises agri-rurales) sont des partenaires à part entière de la recherche, et non pas des supports, des objets voire des matériaux ou ressources pour la recherche. Il s'agit ici d'accompagner les acteur-rices de terrain à imaginer des solutions adaptées à leurs problèmes et difficultés. « On pourrait parler de recherche-action émancipatrice »⁸.

⁵ Coordination d'étude et de liaison des associations à vocation agricole et rural.

⁶ Accueil paysan Bourgogne, Créfad Auvergne, FR Civam Auvergne, dASA, La Brèche, Le Battement d'ailes, Réseau des Créfad et Semeurs du possible, *Reconsidérer les transmissions pour mieux les accompagner* – Celavar – Crefad documents, 2021, <https://associationdasa.fr/wp-content/uploads/2022/06/Etude.pdf>.

⁷ Ibidem, p.6.

⁸ Ibidem

Le choix a également été fait de solliciter le soutien d'un conseil scientifique, composé de chercheurs universitaires ayant travaillé ou travaillant la question de la transmission notamment en agriculture, et des partenaires financiers de cette recherche. « *Ce travail de recherche-action est celui de praticiens et praticiennes de l'accompagnement, pour la plupart peu ou pas expérimentés dans le domaine de la recherche et de ce fait moins aguerris à la méthode. Nous avons parfois avancé en tâtonnant, mais tout autant par choix que par défaut, en nous laissant la possibilité de faire évoluer notre démarche en fonction des retours que nous pourrions avoir des entretiens, des divers moments d'analyse, des deux rencontres avec le conseil scientifique...* »⁹.

Au sein du Celavar, les associations du réseau des Créfad sont particulièrement motrices dans les démarches de recherche-action.

L'émergence d'un nouveau Comité d'Étude et de Propositions rural¹⁰

Par son appartenance active au réseau des Créfad, les membres de l'association la Brèche s'engagent au sein de commissions et de groupes de travail, comme par exemple, au sein de la commission « rural » qui s'intéresse notamment aux enjeux de créations d'activités, d'habitat, d'animation locale, ...

En janvier 2025, l'objectif a été énoncé : sur les sujets du rural, il s'agit de ré-actualiser une grille de lecture politique de ce qui s'y vit, s'y invente, s'y déploie, résiste parfois, de ce qui s'y subit aussi. Pour ré-affirmer cette dimension politique et reconstruire un discours audible, préalable à de nouvelles alliances, nous avons besoin d'un espace de travail et de recherche : un Comité d'Études et de Propositions « rural ». Le Comité d'études et de propositions, c'est historiquement une initiative de Peuple et culture, pour créer, autour d'un thème commun, des espaces multi-acteurs: le monde de l'action sociale, socio-économique ou socio-culturelle,

⁹ Ibidem, p.13-14

¹⁰ Questionner les évidences qui peuplent notre quotidien, in *Journal de l'alpha* n°234, 3^{ème} trimestre 2024, <https://journaldelalpha.be/espace-monde-et-entrainement-mental-anatomie-dune-formation-pour-sentrainer-a-comprendre-le-monde>.

le monde de la recherche, et les terrains/acteur-rices sociaux qui sont les premier-ères concerné-es, eux-elles mêmes organisé-es collectivement ou pas.

Il s'agit d'un espace de recherche-action pour aller voir les publics, identifier les questions qu'ils-elles se posent, comprendre comment les idées circulent... C'est aussi un espace d'interconnaissances s'appuyant sur l'enquête -associant les personnes concernées- et ayant un-des objet(s) de travail politique(s).

Nous débutons donc là, en 2025, une démarche de recherche-action pour mieux décrire, analyser, rendre compte, faire récit... des réalités sociopolitiques en rural, depuis le(s) point(s) de vue de nos associations d'éducation populaire. D'autres recherches pourront être initiées sur d'autres thèmes: l'accompagnement à la création d'activités, l'habitat, la culture.

In fine, nous voulons répondre aux questions suivantes : Quelles sont nos spécificités ? Quel est notre objet éducatif, pédagogique, culturel, en tant qu'associations d'éducation populaire en rural? Pourquoi nos associations d'éducation populaire sont (encore) engagées pour un milieu rural vivant?

Pour réaliser ces premières étapes de notre recherche-action, nous mènerons l'enquête au sein même de nos organisations associatives, là où nous articulons théories et pratiques, penser et agir. En référence à la méthode de l'entraînement mental¹¹, nous chercherons à (nous) expliquer ces situations et à comprendre « pourquoi est-ce ainsi ? ».

Conscient de ce qui se joue en matière de transformation sociale et politique dans les démarches de recherche-action, des membres de l'équipe de la Brèche se sont lancés individuellement dans un processus de recherche-action, en mobilisant divers dispositifs.

¹¹ <https://entrainementmental.org>

Des parcours de recherche nourris par l'engagement d'éducation populaire

Au sein de l'équipe de l'association la Brèche, plusieurs personnes ont effectué ces dernières années un parcours de recherche. Nos engagements au sein d'une association d'éducation populaire sont aussi à l'origine de nos entrées en recherche et traduisent le besoin de prendre de la hauteur dans le domaine, le contexte ou la thématique concernée. Fort de ce constat d'un commun de recherche dans ces parcours, un groupe de travail interne à l'association a été constitué afin de trouver les lignes communes dans la manière de les vivre comme des outils du pouvoir d'agir, des outils au service du développement de l'action. Les dispositifs d'écriture en commun qui ont été expérimentés dans ce groupe en témoignent. Écrire avec d'autres et se sentir soutenu-es, se sentir reconnu-es dans l'écriture par d'autres¹².

Ida a travaillé sur les « Histoires de vie en recherche et en formation »¹³ qui vient nourrir des pratiques professionnelles anciennes, écoute de récits de migration et biographies langagières pour l'orientation et la formation, et des pratiques plus récentes, l'accompagnement d'individus et de collectifs, et la formation des adultes, en particulier autour des visées éducatives de la lecture, l'écriture et du dire.

Pour Ida, cet engagement est de faire voir-écrire et entendre-lire les histoires de vie de ceux et celles caché-es, occulté-es, nié-es par les histoires des dominants, puissants, oppresseurs. Rendre visible nos histoires singulières et collectives face à la grande histoire, écrite par d'autres, participe d'un mouvement émancipateur¹⁴.

« Pour moi, rester en recherche signifie, dans une visée d'éducation populaire et d'écriture populaire, de travailler, avec d'autres, à sortir des rapports de domination par le savoir, coincés dans la construction et la diffusion de recherches par l'écrit sacralisé.

¹² Florent Brun, Céline Champouillon, Ida Legagneur, Jean-Marie Perrinel, La recherche en associatif : l'exemple de l'association La Brèche, in Efadine, n° 17, novembre 2025, pp. 40-55, <https://efadine.wordpress.com/numero-17>.

¹³ Du Hivirf, Université de Tours, sous la direction d'Hervé Breton.

¹⁴ En référence à Paulo Freire, pédagogue de l'alphabétisation

Heureusement, plusieurs propositions dessinent déjà un paysage populaire. Alors, peut-être, je pourrais envisager une recherche plus juste¹⁵, une recherche-action, une recherche-création ou plus intuitivement une « recherche autrement populaire »¹⁶.

Florent participe à des projets d'action-recherche en faveur d'une gestion écologique au sein du monde associatif depuis 2012. C'est en impliquant des laboratoires de recherche publics que les contenus des études auxquelles il a participé apparaissent comme moins militants aux yeux des partenaires institutionnels. Dès lors, il a ressenti le besoin de continuer ses actions en passant par le monde académique. C'est un moyen d'acquérir une certaine légitimité à parler de ce sujet et de disposer de méthodes pour poursuivre des travaux de recherche.

La recherche de Florent est construite avec une perspective de transformation et d'appropriation citoyenne d'une gestion plus durable. Ce réflexe militant est ancré dans son parcours professionnel : partir de l'action pour se poser des questions et apporter des réponses. *« Je mobilise des outils des sciences humaines pour collecter des données dans différents temps de travail que j'ai construit comme des entretiens ou en participant et en observant des pratiques, des réunions, des ciné-débats ou des ateliers participatifs. (...) J'ai besoin d'avoir éprouvé l'opérationnalité des tâches pour pouvoir en porter une analyse. Cette méthode empirique est liée à l'enquête qualitative »¹⁷.*

Le métier de Céline, c'est l'accompagnement et la formation, l'animation. Elle entre dans une démarche de recherche-action en 2021, dans le cadre d'un séminaire itinérant proposé, organisé et animé par le Réseau des Créfad après vingt-cinq années d'engagement bénévole et salarié dans le milieu associatif.

¹⁵ En référence à l'association Sciences citoyennes. https://sciencescitoyennes.org/l_association

¹⁶ Léa Laval, Autrement populaire. in Revue Agencements, n°10,2024, p.13-18, www.editionsducommun.org/collections/revue-agencements/products/agencements-n-10-mars-2024.

¹⁷ Florent Brun, Céline Champouillon, Ida Legagneur, Jean-Marie Perrinel, *La recherche en associatif : l'exemple de l'association*, op.cit.

Par-là, elle souhaite prendre le temps de regarder de plus près et avec des outils de la recherche, sa pratique et ensuite, *« la possibilité de permettre à d'autres de gagner du pouvoir »*.

L'itinérance est posée comme principe pédagogique du dispositif de recherche-action, amène à se déplacer à travers la France et parfois au-delà. *« L'espace et le déplacement, qui viennent se froter et confirmer l'ancrage de cette recherche sur le territoire où je travaille, le territoire où je vis. L'espace et le temps, qui, finalement, prennent complètement leur place dans l'enquête que je mène auprès des habitants du village auquel ma recherche s'intéresse et deviennent pour moi, des clés de lecture et de compréhension des situations et des enjeux »*. Céline envisage désormais les suites à donner à sa recherche-action, en impliquant les habitantes et habitants du territoire sur lequel elle est engagée... une rivière va lui en offrir l'occasion (voir ci-dessous).

Passé par le même dispositif de séminaire itinérant de recherche-action, Jean-Marie imagine les prolongements possibles d'un processus de recherche-action auquel il a pris goût, mais qui interroge la légitimité de l'acteur-chercheur redevenu pleinement acteur associatif, après ces années de recherche-action en itinérance. Si le référentiel se déplace vers le champ de l'éducation populaire, la légitimité à s'affirmer chercheur grandit. *« Parce que prendre du recul méthodologique et théorique pour porter, à plusieurs si possible, une analyse et repérer ce qui «pose problème», sur des situations concrètes vécues, est une activité permanente dans mon quotidien professionnel. »* Il envisage d'effectuer une recherche-action avec deux artistes locaux : Ella Pelloquin, danseuse chorégraphe, et Antoine Bouraly, dessinateur illustrateur.

Ces parcours montrent que la recherche constitue un outil d'éducation populaire, permettant de prendre du recul, d'analyser et de transformer leurs pratiques et de donner du pouvoir d'agir aux participant·es.

Les contours des recherches-actions sont parfois flous et la méthode « chemin faisant » caractérise fréquemment les initiatives associatives en cette matière. Enrichi-es de leurs expériences inter-associatives et renforcé-es par leurs parcours spécifiques d'actrices-teurs-chercheurs, les membres de l'équipe de l'association

le Brèche initie désormais des démarches de recherche-action au sein même de leurs activités associatives et en mobilisant le plus souvent possible d'autres habitant-es.

La recherche-action associative comme fabrique du politique

Deux initiatives ont été prises récemment consistant à lancer deux recherches-actions sur ce territoire rural et illustrent la dimension engagée et politique de ces démarches.

Mener recherche avec la rivière...

Qu'est-ce qu'un territoire ? Lorsqu'on confronte les récits géohistoriques aux projets contemporains, que voit-on ? L'oubli de certains éléments dans le territoire est-il un symptôme de notre temps, signe, parmi d'autres, de la rupture écologique ?

Associer ces aspects territoriaux avec les problématiques d'aujourd'hui rend mieux compte des réalités locales, et prend une dimension politique, alliant imaginaire, récits et décryptage des faits territoriaux.

Une équipe partenariale, pluridisciplinaire, s'est constituée, courant 2025, pour questionner le rôle historique, philosophique et religieux, mais aussi économique, culturel, de la rivière Senouire dans la constitution du territoire de vie de La Chaise-Dieu (territoire rural de moyenne montagne en Haute-Loire).

Il s'agit de mener l'enquête, avec l'aide de Céline (voir ci-dessus) en allant rencontrer les habitants et les acteurs locaux, enquête qui sera coordonnée par la Brèche, en collaboration avec les membres de l'équipe scientifique. Une radio associative locale est également impliquée.

Les habitant-es raconteront leur vécu avec la rivière, en s'appuyant sur des démarches de cartographie sensible. Les arpentages, articulés aux enquêtes habitantes et photographiques viendront livrer une ethnographie de la vallée. La radio et la photographie seront mobilisées pour garder traces des échanges et imaginer des manières de restituer au plus grand nombre.

Mobiliser à nouveau l'espace et le temps pour faire se rencontrer les enjeux locaux et les enjeux planétaires, personnels et collectifs, l'environnement, l'économique, le politique, pour saisir la complexité, la beauté des situations et construire à plusieurs des résolutions locales appropriées. Autant d'éléments qui viendront soutenir les échanges et la compréhension d'un autre temps de la rivière et de sa vallée.

Contribuer à la sauvegarde d'une langue locale par la recherche-action...

La pratique de l'occitan d'Auvergne est perçue comme préoccupante par ses locuteurs-rices- et ses promoteur-euses. Le vieillissement de la population provoque sa lente disparition. Pour autant, malgré ce contexte particulièrement défaitiste¹⁸, depuis quelques mois, une certaine effervescence (expositions, ateliers, projections documentaires, etc.) est constatée sur le(s) territoire(s) où agit la Brèche, et elle est majoritairement le fait d'associations locales, départementale et régionale.

Une telle situation invite à mener l'enquête. Par la recherche-action, il s'agira de mieux comprendre cette effervescence, permettre son appropriation, afin de la prolonger : passer de l'effervescence à une dynamique plus durable et consciente de ses enjeux, de ses limites, de ses potentiels.

Il s'agira de mobiliser des habitant-es, des organisations socio-culturelles et des chercheurs-ses et affirmer leur droit à explorer, investiguer, enquêter leur quotidienneté, leurs expériences, leurs activités, pour les transformer en un droit à enquêter, à documenter, à problématiser, à coopérer, à analyser, à conceptualiser, à mettre en récit, à « parler », à créer de nouveaux possibles.

La question de recherche s'affinera en progressant dans l'enquête. Parce qu'« une recherche-action est toujours en tentative, c'est à dire qu'elle s'exerce toujours depuis une position d'incertitude, de non savoir. Nous nous mettons en recherche collectivement parce

¹⁸ Nous choisissons ce terme tant nous entendons fréquemment de la part des locutrices-teurs les plus âgé-es : « cette langue ne sera plus parlée par ici après ma mort ».

que nous ne savons pas (faire), ou pas suffisamment (...) C'est donc bien cette position d'ignorance, ou de savoir partiel, qui nous oblige à « faire avec »¹⁹.

C'est une des conditions à la dimension participative de cette recherche-action : ne pas tout cadrer dès le départ mais laisser place à ce qui va advenir chemin faisant.

Accompagner d'autres personnes en recherche...

La recherche-crétion un temps imaginée avec Ella et Antoine (voir ci-dessus) n'a pas abouti là où on l'attendait, mais elle a pris une autre orientation : l'accompagnement d'Ella dans sa démarche de recherche en tant que danseuse et chorégraphe et ce, dans le cadre d'un dispositif proposé par Boom'Structur²⁰.

La proposition faite à Ella de s'appuyer sur un récit autobiographique est venu rappeler qu'il y a bien une dimension de formation²¹ au sein du séminaire itinérant acteurs et entrepreneurs sociaux évoqué ci-dessus. Cet accompagnement s'inspire de la méthode élaborée par Henri Desroche, s'appuyant sur le récit de vie et de l'auto-biographie raisonnée²². Et c'est cette dimension-là qui se révèle dans la manière d'accompagner Ella : repérer les questionnements de recherche dans les étapes d'un parcours de vie, déplier ces questionnements, effectuer des allers-retours entre action et pensée... tout en préparant concrètement chacune de ses résidences artistiques au sein de la structure dédiée.

¹⁹ Louis Staritzky et Pascal Nicolas-Le Strat, *Faire recherche en habitant, une histoire populaire de la recherche-action*, in *L'école du terrain*, <https://lecoleduterrain.fr/maniere-de-faire/faire-recherche-en-habitant>.

²⁰ www.boomstructur.fr

²¹ Xavier Lucien et Christian Lamy (ss.dir.) *Recherche-action / recherche participative et formation à la recherche-action*, Crefad documents 2025, 170 p.

²² Voir notamment : Henri Desroche, *Espérer, coopérer, (s') éduquer*, Presses de l'économie sociale, 2014, 216 pages.

En guise de conclusion... provisoire !

Ces quelques exemples de démarches de recherche-action, pour certaines encore en devenir illustrent les enchevêtrements en présence, entre individuel et collectif, à une échelle locale ou à vocation plus étendue, mobilisant une seule association ou une dynamique inter-associative plus large.

Ce témoignage indique qu'un dispositif de recherche-action se construit chemin faisant, et que plusieurs démarches peuvent s'additionner, s'alimenter, que nos rôles peuvent bouger : nous initiions et animons et/ou nous accompagnons, nous mobilisons des partenaires, dont des scientifiques, et des habitant-es,... Nos manières de nous impliquer varient, les questionnements partagés en équipe sont alors essentiels.

Ces manières de faire -souvent expérimentales- font de nous des acteurs-rices politiques de nos milieux ruraux, individuellement et collectivement. La recherche-action constitue un dispositif pertinent, un mode d'engagement politique pour accompagner l'activation d'habitant-es mobilisé-es sur une problématique, en tentant de cultiver des liens avec d'autres associations locales.

Loin d'être neutre, elle est nourrie par un engagement qui vise l'émancipation, la co-production des savoirs et la transformation sociale des territoires ruraux.





Comment
ne pas militer
aujourd'hui dans
un monde si
injuste ?

Sélection bibliographique

Aurélié Audemar, Centre de documentation pour l'alphabétisation et l'éducation populaire du Collectif Alpha

« *La dialectique est le fait de devoir tenir ensemble des éléments inconciliables et contradictoires* »¹ (Ardoïno 2010, p.15). C'est en se référant à cette définition de la dialectique que cette sélection bibliographique invite à arpenter différentes voies pour tenter de (re) donner du sens au mot militance. Elle propose des pistes réflexives autour de questions que ce concept peut soulever.

Barbara Cassin, philologue française, invitée de l'émission radio de la RTBF la Première *Dans quel Monde on vit* y déclarait le 29 novembre 2025 « *Militer aujourd'hui c'est parler haut et fort de ce qui est insupportable* ». À l'instar de ces propos, il paraît légitime, pour commencer, de se demander : comment ne pas militer aujourd'hui dans un monde si injuste ?

Militer, verbe sale de l'époque de Johan Faerber contient des éléments de réponses. Il analyse comment le mot *engagement* a supplanté celui de militantisme, terme aujourd'hui malmené par les lieux de pouvoir, ainsi que celles et ceux qui s'en réclament. À l'opposé, seront valorisé.e.s et encouragé.e.s ceux et celles qui disent s'engager, agissant au profit, et sous les ordres, d'autorités en place. « *S'engager, c'est abandonner successivement et conjointement la charge révolutionnaire, la puissance contestataire sinon la logique émeutière propre au militantisme* », écrit-il. Il montre la rhétorique et les moyens mis en place par les puissants, visant à « *salir les militants par tous les moyens tout en gardant les mains propres* ». C'est ainsi que les revendications et actions des militant.e.s, susceptibles de déstabiliser l'ordre établi, sont cachées, transformées, décrédibilisées dans l'espace médiatique dominant.

Alors que les acteurs et actrices œuvrant à la transformation sociale pour plus d'égalité sont ridiculisé.e.s ou criminalisé.e.s (certaines actions d'activistes du climat, de mouvements antifascistes, féministes, décoloniaux), les sujets obéissants ont le vent en poupe, avec des milliers d'abonné.e.s qui les suivent sur les réseaux sociaux. Ils sont les outils indispensables des conservateurs issus de classes sociales aisées, aux discours sexistes et racistes qui sont à la tête de nombreux pays de ce

¹ Louis MARMOZ, **Éducation et conscience politique : Gelpi, Roorda, Postic, Loureiro, Mialaret, Ardoïno et Freire**, L'Harmattan, 2020, p.15.

monde. Ils font appel à un passé imaginaire, où chacun-e aurait eu une place dont il ou elle semblait se satisfaire, une époque bénie où les élèves auraient obéi aux maîtres autoritaires sans rechigner, les ouvrier·ère·s aux patrons, les soldats, enfants de pauvres aux riches colonels, les femmes à leurs maris, les personnes racisées, aux esclavagistes ou colons blancs, un monde à la pensée binaire, et où seuls les hétérosexuels ont le droit de vivre. Il est donc demandé de faire taire ou disparaître, avec, de plus en plus de véhémence, celles et ceux qui participent et/ou appellent aux changements sociaux, aux luttes féministes et décoloniales.

Carla Bergman et Nick Montgomery dans *Joie militante*, analyse les causes de cet assujettissement volontaire :

- La politique de la peur qui nous persuade que la vie est dure et lourde, que les autres sont une menace et que la sécurité viendra d'un état autoritaire, policier et militaire.
- Le relativisme qui, sous couvert de « bienveillance », parfois de « vision démocratique » fait de toutes les opinions une position acceptable.
- L'habitude grandissante du manque de pouvoir d'agir et le fatalisme qui en découle, empêchant de voir que *« des situations terribles sont construites de façon à être perçues comme inévitables »*.
- La promesse de bonheur (celle d'avoir une vie comme celle des riches), produit marketing construit sur des images de papier glacé qui « fonctionne comme un anesthésiant ».

Se voulant être *« une aide aux personnes qui tâchent de trouver par elles-mêmes à quoi une résistance exaltante peut ressembler »*, ce livre peut constituer une ressource pour réenchanter les collectifs qui tentent d'agir pour un monde plus juste. Il s'empare également d'un autre aspect se situant au cœur des tensions qui traversent le monde de la militance : il dénonce la rigidité de certaines formes de militantisme qui n'ont que pour conséquences la stagnation et l'épuisement.

C'est alors qu'il est nécessaire de pencher sur une autre question : une institution, d'autant plus, lorsqu'elle est financée par les pouvoirs publics, peut-elle être militante ? Autrement dit, en dehors des brèches, des interstices, existe-t-il des lieux institués où la militance est possible ? Pour trouver des pistes de réponses, il est intéressant de se plonger dans l'ouvrage collectif *Cent ans d'associatif en Belgique... Et demain ?* Du Collectif 21. Il retrace l'histoire associative belge et donne des perspectives. Il interroge notamment la place des « travailleuses, militants et publics de l'associatif ». Il est aussi complémentaire de faire appel au

livre coordonné par Matthieu Hely et Maud Simonet, *Monde associatif et néolibéralisme*. Il participe à dépasser un faux débat qui traverse les associations, celui peu constructif et caricatural qui veut opposer « les militant·e·s » et « les travailleur·euse·s » (c'est-à-dire, celles et ceux souvent perçu·e·s comme les ancien·ne·s au grand cœur, les vrai·e·s militant·e·s de la belle époque et celles et ceux arrivé·e·s plus récemment et qui sont là, non par bonté d'âme, mais parce qu'ils, elles cherchaient du boulot). Leur analyse du monde associatif va faire s'interroger, non sur les personnes, mais sur les contenus du travail des associations, et sa marchandisation.

C'est aussi en lisant les histoires de figures et collectifs militants à travers la planète et dans différents milieux de vie que nous pourrons nous inspirer, ouvrir nos imaginaires : des histoires de groupes de femmes dans différents lieux du monde, des personnes issues du milieu syndical, du monde de l'éducation, de l'alphabétisation en Belgique et ailleurs sont proposées.

Pour finir, ce sera l'espace de la formation qui sera interrogé : une formation peut-elle être un espace militant ? À partir de quelles démarches ? De quelles approches pédagogiques ?

Des ateliers d'écriture pour faire récit d'injustices, des pratiques en pédagogie antiraciste, un projet de lutte contre la reproduction des inégalités sociales par le système scolaire et des démarches pour remettre en question les politiques d'austérité dans une approche féministe peuvent constituer des sources d'inspiration.



Johan FAERBER, **Militer, Verbe sale de l'époque**,
Editions Autrement, 2024, 259 pages

« *Ne plus militer, c'est accepter de se taire.* »

Le verbe militer, né de la Révolution française, s'est progressivement détaché de son lien militaire pour symboliser le combat visant à faire triompher une idée ou une vision du monde. Si aujourd'hui, *militer* est devenu un terme dévalorisé, c'est le reflet d'une profonde crise démocratique. Jadis moteur de transformation sociale, le militantisme est désormais associé à une radicalité inquiétante. Accusations de terrorisme intellectuel, tentatives de dissolution de groupements militants : comment en est-on arrivé à une perception aussi négative de cet acte fondamental ?

Dans cet essai incisif, Johan Faerber s'interroge sur les possibilités et les limites du militantisme social, politique et culturel à travers des événements récents : la criminalisation des militants écologistes à Sainte-Soline, la disqualification des mouvements en quête de justice sociale et ontologique, ou encore le dénigrement du discours de Justine Triet, réalisatrice et scénariste française, au Festival de Cannes. Ces exemples soulèvent des questions essentielles sur l'avenir du militantisme dans nos sociétés contemporaines.



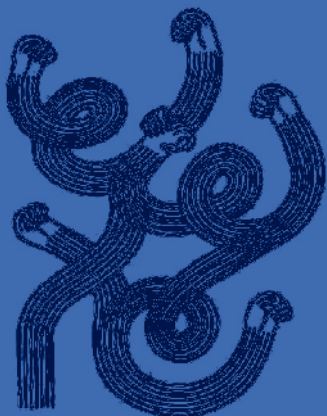
Carla Bergman et Nick Montgomery,
traduction Juliette Rousseau, **Joie militante,
Construire des luttes en prise avec leurs
mondes**, Editions du commun, 2021, 272 pages

À quoi ressemble la joie dans les milieux de lutte? Qu'est-ce qui nous rend collectivement et individuellement plus capables, plus puissante-s et pourquoi, parfois, les milieux radicaux produisent tout l'inverse et nous vident de tout désir?

C'est à ces questions que *Joie militante* tente de répondre, combinant propositions théoriques, analyses de cas pratiques et entretiens avec des militant.e.s issu.e.s de luttes diverses : féminisme, libération noire, résurgence autochtone, squat, occupations, luttes queer, anti-carcérales, d'autonomie des jeunes, anarchisme, autonomisme, écologie radicale.

La joie, au sens spinoziste du terme, renvoie à notre capacité à affecter et être affecté.e-s, à prendre activement part à la transformation collective, à accepter d'en être bouleversé.e-s. La joie telle qu'elle nous est ici proposée est une façon d'habiter pleinement nos mondes, nos attachements, plutôt que de chercher à les diriger.

JOIE | Construire des
luttes en prise
avec leurs mondes
Traduction de Juliette Rousseau
MILITANTE
carla bergman et Nick Montgomery



Mathieu BIETLOT, Manon LEGRAND (coordonnée par), **Cent ans d'associatif en Belgique... Et demain? : Les réflexions du Collectif 21**, Agence AlterEditions/Collectif 21, 2022, 340 pages

Deux ans durant, le Collectif 21 a interrogé l'histoire et l'avenir du fait associatif en Belgique, les combats qui l'ont permis et ceux qu'il a portés, sa fonction sociale, émancipatrice et démocratique, sa culture propre, ses liens avec les pouvoirs publics, les logiques marchandes et managériales qui le dévoient, les relations de travail et les rapports aux publics, le militantisme et la professionnalisation...

Cette réflexion s'est menée sans prétention scientifique, à travers des moments de partage sympathiques qui étaient avant tout l'occasion de lever la tête du guidon et de penser ce qui nous arrive. Ce livre engagé, aux registres variés, en garde trace afin de permettre aux questionnements de se prolonger. Comment l'associatif fait-il histoire? Comment faire société demain?



Alain LEDUC (Sous la direction de), Myriam AZAR (Sous la direction de), **Mohamed El Baroudi, un « fil rouge » de 40 ans d'immigration marocaine à Bruxelles**, CFS, Collectif Alpha, Lire et Ecrire Bruxelles, 89 pages

À travers l'histoire de l'immigration marocaine, cet ouvrage et le DVD qui l'accompagne relatent l'itinéraire de Mohamed El Baroudi, un homme qui a notamment contribué à créer les premiers cours d'alphabétisation dans une permanence syndicale de la FGTB dès 1969. C'est de cette expérience qu'est né le Collectif alpha, et ensuite le projet de créer « Lire et Écrire » pour lutter contre l'analphabétisme en Communauté française de Belgique.

Les propos de ces deux documents visent à susciter la réflexion et les débats dans les associations, notamment sur les valeurs qui ont poussé cet homme, ainsi que celles et ceux qui ont milité avec lui, à lutter contre l'analphabétisme, pour la laïcité politique, pour une école interculturelle, pour l'émancipation individuelle et collective, et pour la solidarité internationale et du monde du travail.

Un « fil rouge »
de 40 ans
d'immigration
marocaine
à Bruxelles

Mohamed
El Baroudi

Louis MARMOZ, **Éducation et conscience politique : Gelpi, Roorda, Postic, Loureiro, Mialaret, Ardoino et Freire**, L'Harmattan, 2020, 246 pages

Sans conscience politique toujours en éveil, il n'y a pas de démocratie. La conscience politique n'est pas innée, elle se construit. L'école peut-elle aider à forger cette conscience politique nécessaire à la vie en société? À partir d'une relecture de l'œuvre de grands penseurs de l'éducation, qui en ont aussi été des acteurs appliqués, Louis Marmoz met en évidence les sept conditions qui balisent cette construction : la prise de conscience de la situation économique et sociale, le courage d'en dénoncer les défauts, le sens de la responsabilité, la nécessité de l'intégration, le souci d'une connaissance vérifiée, la capacité de maîtriser un projet et celle de s'engager et d'intervenir. L'ouvrage que propose Louis Marmoz rappelle que ces penseurs de l'éducation ont conduit des travaux et mené des réflexions sur l'éducation, qui conservent toute leur actualité. Ces penseurs permettent sans aucun doute une prise de distance avec les récentes orientations des politiques d'éducation, mais également avec des recherches en éducation qui versent dans une expertise animée par un souci d'efficacité et d'utilité immédiate.

Louis Marmoz

Éducation et conscience politique

Gelpi, Roorda, Postic, Loureiro,
Mialaret, Ardoino et Freire



Pascale Lassablière Suzanne Rosenberg (Préface)
Michel Neumayer (Postface) Étienne Vellas
(Postface), **Écrire pour comprendre
l'illettrisme,
L'atelier d'écriture pour accompagner le récit
de vie**, Chronique sociale, 2025, 224 pages

Raconter son propre vécu pour s'approprier une cause au-delà de son expérience particulière, avec l'écriture comme outil. Un outil d'humanité quand il permet de se reconnaître soi-même et de rencontrer l'autre. La posture est militante et engagée.

L'intention est que chacun puisse parler de l'histoire de l'autre, en situant sa propre histoire dans l'histoire commune, dans un contexte sociétal historique, culturel, économique, géographique. Bien sûr, cela demande des aménagements méthodologiques, des audaces, un contrat de confiance entre tous les participants, ambassadeurs, accompagnateurs, animateurs. Cela demande de penser une forme d'animation dans laquelle chacun se sente libre de chercher, d'écrire avec des manques, et d'imaginer des outils pour contourner la difficulté de l'accès au geste technique d'écrire.

C'est ce que nous voulons partager dans cet ouvrage, avec l'espoir de donner des clés à des professionnels du travail social, non seulement dans le secteur de la formation pour adultes, de l'alphabétisation, de la lutte contre l'illettrisme, mais aussi pour tout groupe qui voudrait creuser une question qui le touche, et qui voudrait la faire sienne en cheminant avec l'écriture. Montrer qu'il est possible de s'autoriser à écrire à propos de ce qui écrase, on pourrait dire de «sauteriser»

**Écrire pour comprendre
l'illettrisme
L'atelier d'écriture
pour accompagner le récit de vie**

Pascale Lassablière

Préface de Suzanne Rosenberg
Postface de Michel Neumayer, Étienne Vellas



Un projet de



Centre communautaire



Sud Éducation 93, Nacira GUENIF-SOUILAMAS, Saïd BOUAMAMA, **Entrer en pédagogie antiraciste : D'une lutte syndicale à des pratiques émancipatrices**, Shed Publishing, 2023, 400 pages

En 2017, le syndicat SUD Éducation 93 organise un premier stage de formation à la pédagogie antiraciste destiné à la communauté éducative. Cette initiative fera l'objet d'attaques judiciaires et médiatiques sans précédent de la part de journalistes, de parlementaires et du ministre de l'Éducation nationale en personne.

Au-delà de la controverse, l'ouvrage revient sur les outils proposés au cours des trois stages menés par la commission antiraciste du syndicat entre 2017 et 2022, donnant ainsi accès à une ressource pionnière en la matière en France. Les analyses des rouages du racisme à l'école, développées entre autres par Nacira Guénif, Marwan Muhammad, Ugo Palheta, Myriam Cheklab ou Saïd Bouamama se mêlent à des contributions d'enseignant·es, de Conseiller principal d'éducation, d'assistant·e·s d'éducation et de parents pour intégrer concrètement l'antiracisme aux méthodes d'apprentissage et d'accueil des élèves et de leur famille.

Empruntant à la pensée de Bell Hooks, Amílcar Cabral, Élise et Célestin Freinet ou Paulo Freire, Entrer en pédagogie antiraciste met en avant une multiplicité de démarches guidées par le désir de prendre soin les un·e·s des autres pour faire de l'éducation une véritable pratique de liberté.

Entrer en
pédagogie
antiraciste

D'une lutte syndicale
à des pratiques
émancipatrices

Patrick Michel, **Vers une école de qualité pour toutes et tous, Comprendre l'école pour mieux la transformer**, Collectif Alpha, 2025

Dans son décret « Missions », le ministère de l'enseignement en Belgique francophone affirme qu'un de ses objectifs prioritaires est d'« *assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale* ». Pourtant, tous les indicateurs montrent l'échec de cet objectif : plus les enfants appartiennent à des catégories sociales défavorisées et moins bonnes sont leurs performances scolaires. Pour tenter d'expliquer l'échec de ses ambitions, l'école aura tendance à en rejeter la responsabilité sur les enfants et les familles de milieu populaire. Les enfants seront étiquetés par un registre fourni de termes liés à une déficience individuelle supposée et les parents seront considérés comme coupables de « ne pas s'intéresser à la scolarité de leurs enfants », d'être « démissionnaires », etc. Or, en fréquentant depuis des dizaines d'années des parents peu ou non scolarisés au sein du Collectif Alpha, nous avons toujours été frappés par l'importance qu'ils accordaient à la scolarisation de leurs enfants et par toutes les stratégies qu'ils mettaient en œuvre pour essayer d'assurer leur réussite scolaire.

Pour répondre à ce profond désir et étayer ces stratégies, nous avons décidé de proposer un « atelier école » ouvert aux parents suivant des cours d'alphabétisation au Collectif Alpha de Molenbeek. Dans cet atelier, se réunissant une fois par semaine, deux axes ont été constamment travaillés en parallèle, l'un appelant systématiquement l'autre : la compréhension de l'école et du système scolaire et la prise de conscience des inégalités scolaires pour sortir du sentiment d'infériorité et de culpabilité individuelle en vue de construire des actions et des revendications pour une école réellement égalitaire.

Le présent dossier reprend les principales démarches qui ont été construites dans cet atelier ainsi que les outils qui ont été utilisés afin que ces activités puissent être reproduites par d'autres formateurs ou formatrices avec des groupes de parents peu scolarisés.

Vers une école
de qualité pour
toutes et tous,
Comprendre
l'école pour mieux
la transformer
Patrick Michel

Austérité et dette, les femmes s'en mêlent, Vie Féminine, 2014

Austérité et dette, les femmes s'en mêlent fait partie des outils développés dans le cadre du projet d'alphabétisation féministe «Alpha d'un autre genre» de Vie Féminine. Celui-ci vise entre autres à promouvoir la réalisation d'outils d'apprentissage et de sensibilisation permettant aux femmes l'acquisition et l'exercice de leurs droits de citoyennes.

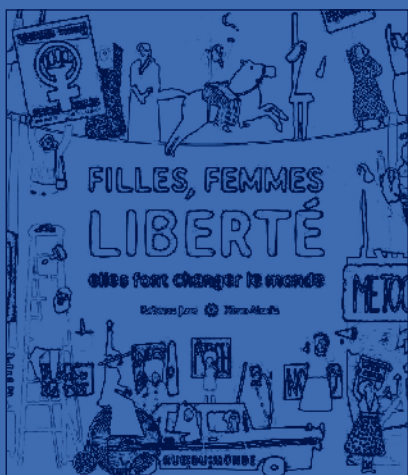
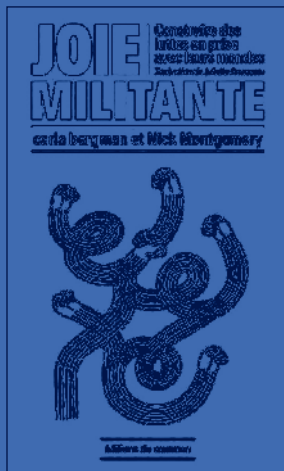
Cette mallette d'animation a été créée en 2014 pour comprendre et réfléchir de manière critique et collective sur les mesures d'austérité en application, s'approprier des notions d'économie pour mieux agir. Malgré ses 10 ans d'âge, la majorité de son contenu est d'une brûlante actualité ! Il vise à :

- Réfléchir collectivement sur la réalité sociale dans laquelle on vit actuellement en Belgique et, en particulier, sur les mesures d'austérité et leurs causes : la crise et la dette, vu l'énorme impact de l'austérité sur les femmes et leurs conditions de vie.
- Prendre conscience des différentes discriminations que vivent les femmes.
- Construire un savoir collectif critique à partir des réalités de vie des femmes du groupe.
- Agir collectivement pour changer les conditions de vie des femmes.

Par ailleurs, en tant qu'outil d'apprentissage du français, ce jeu vise chez les apprenantes à :

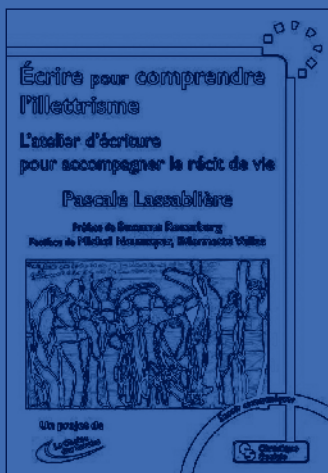
- Comprendre ce qu'est l'austérité,
- S'exprimer sur son vécu, sur base d'apports, sur ce qu'on entend.
- Construire une analyse critique argumentée.

Austérité
et dette,
les femmes
s'en mêlent



Un « fil rouge » de 40 ans d'immigration marocaine à Bruxelles

Mohamed El Baroudi



Vers une école de qualité pour toutes et tous,
Comprendre l'école pour mieux la transformer

Patrick Michel

Lire et Écrire Communauté française

42a bte4 rue des Vétérinaires 1070 Bruxelles
02 502 72 01 lire-et-ecrire@lire-et-ecrire.be

Lire et Écrire Bruxelles

14 rue de la Borne 1080 Bruxelles
02 412 56 10 info.bruxelles@lire-et-ecrire.be

Lire et Écrire Wallonie

7 rue Artoiset 5000 Namur
081 24 25 00 coordination.wallonne@lire-et-ecrire.be

Lire et Écrire Brabant wallon

21 boulevard des Archers 1400 Nivelles
067 84 09 46 brabant.wallon@lire-et-ecrire.be

Lire et Écrire Centre-Mons-Borinage

2a place communale 7100 La Louvière
064 31 18 80 centre.mons.borinage@lire-et-ecrire.be

Lire et Écrire Charleroi-Sud Hainaut

42 rue de Marcinelle 6000 Charleroi
071 30 36 19 charleroi.sud.hainaut@lire-et-ecrire.be

Lire et Écrire Liège-Huy-Waremme

37b rue Wiertz 4000 Liège
04 226 91 86 liege.huy.waremme@lire-et-ecrire.be

Lire et Écrire Luxembourg

1 rue du Village 6800 Libramont
061 41 44 92 luxembourg@lire-et-ecrire.be

Lire et Écrire Namur

1 rue Relis Namurwès 5000 Namur
081 74 10 04 namur@lire-et-ecrire.be

Lire et Écrire Verviers

4 bd de Gérardchamps 4800 Verviers
087 35 05 85 verviers@lire-et-ecrire.be

Lire et Écrire Wallonie picarde

15 rue des Sœurs de Charité 7500 Tournai
069 22 30 09 hainaut.occidental@lire-et-ecrire.be



FÉDÉRATION
WALLONIE BRUXELLES

Le Journal de l'alpha est publié avec le soutien
de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Abonnement 4 n°/an Belgique 35€, Europe 50€,
hors Europe 55€ (frais de port compris)

Payement par virement bancaire à Lire et Écrire asbl
avec en communication : JA + votre nom
IBAN : BE59 0011 6266 4026 BIC : GEBABEBB
administration@journaldelalpha.be

www.lire-et-ecrire.be/journal.alpha



©Gabrielle Vander Elst



Dans le secteur de l'alphabétisation et du FLE, nos contributeurs à ce nouveau *Journal de l'alpha* nous montrent que la militance est multiforme et multi-dimensionnelle.

Militer, aujourd'hui, c'est encore défiler, signer, revendiquer mais c'est aussi motiver une classe d'apprenants, accompagner une personne dans une démarche administrative incompréhensible, traduire une lettre, expliquer un droit, rassurer, orienter. La militance ne se limite pas à contester, elle rend effectifs des droits fragilisés : droit à la langue, droit à l'accès aux services publics, droit à une présence humaine face à la numérisation des administrations.

À l'heure où nos démocraties se droitisent, où les politiques publiques se recentrent sur des logiques de contrôle, d'activation et de rentabilité, le secteur associatif se trouve fragilisé. Réduction ou incertitude des financements, mise en concurrence, injonction à l'efficacité mesurable : tout concourt à redéfinir sa place. Dans ce contexte, la transformation de la militance prend un sens plus critique encore. Car ce qui était historiquement porté comme un projet d'émancipation collective se retrouve pris dans des cadres qui en redéfinissent les finalités. Le risque n'est pas la disparition de la militance mais sa dilution silencieuse — au moment même où elle est le plus nécessaire !